

Simon Martin

simon@simonmartin.ca

mars 2014

Art et peuple québécois cherchent souveraineté

À l'occasion du 250^e anniversaire de la Proclamation Royale

À mes compatriotes

Au moment où Saint-Denys Garneau, Jean-Louis Gagnon, André Laurendeau et d'autres commençaient à écrire, j'étais à peine un gamin bien protégé des livres par mon milieu ouvrier. Plus soucieux de voler des pommes chez les cultivateurs des alentours que de participer aux combats politiques ou spirituels du temps. Pourtant, à mesure que j'avance, je me sens de plus en plus complice de ces combats de naguère. Sous d'autres visages, ils sont restés les mêmes¹.

Pour ma part, je crois que les valeurs de l'avenir ne sont pas créées. Elles sourdent à la lumière comme les plantes, par une obscure et lente maturation dans le silence de la terre. Là-dessus, le Québec à quelque chose d'original à dire. C'est ce que j'appelle l'indépendance : une conjugaison, pour ici, de la créativité et du souvenir².

Fernand Dumont

¹ Fernand Dumont, *La vigile du Québec*, Bibliothèque québécoise, Montréal, 2001 [1968], p. 28.

² Fernand Dumont, *op.cit.*, 2001 [1971], p. 238.

I

*Durant des années nous préférons être un tel, ou tel autre, plutôt qu'être ce que nous sommes et que nous seuls pouvons être*³.

Paul-Émile Borduas, 1947

*Proposer des accommodements à ce moment-ci, chercher à régler leur compte aux agitateurs en proposant à la masse des Québécois des politiques dites fonctionnelles ou encore des replâtrages politico-juridiques conçus dans la cervelle collective du cabinet fédéral, c'est réellement essayer de faire avorter une prise de conscience que toutes les générations du Bas-Canada ont obscurément cherchée jusqu'ici à opérer*⁴.

Pierre Vadeboncoeur, 1964

Q : Vous savez bien justement que certaines des personnes avec qui vous avez fait cette bataille là, monsieur Ryan entre autres, croyaient que le fédéral promettait beaucoup plus que ça, monsieur Chrétien?

*R : Oui, et c'est le début. Le début*⁵.

Jean Chrétien, 1980

*Entre-temps, à Ottawa, Lester B. Pearson avait, dès 1965, recruté Jean-Christien – déjà! –, Pierre Elliott Trudeau, Gérard Pelletier, Jean Marchand, Marc Lalonde et quelques autres fédéralistes convaincus, leur confiant la tâche de remettre au plus tôt le Québec à sa place. L'établissement à Ottawa d'un French Power solidement structuré et idéologiquement animé par un « anti-séparatisme » virulent devait conduire à l'élection de Pierre Elliott Trudeau à la tête du pays [...]*⁶.

Pierre Vallières, 1994

Un des moyens de contrebalancer l'attrait du séparatisme, c'est d'employer un temps, une énergie et des sommes énormes au service du nationalisme fédéral. Il s'agit de créer de la réalité nationale une image si attrayante qu'elle rende celle du groupe séparatiste peu intéressante par comparaison. Il faut affecter une part des ressources à des choses comme le drapeau national, l'éducation, les conseils des arts, les

³ Paul-Émile Borduas, *Écrits I*, (édition critique par André-G. Bourassa, Jean Fiset et Gilles Lapointe), Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1987, p. 275.

⁴ Pierre Vadeboncoeur, « L'indépendantisme : voie d'évitement ou voie royale? », *Une tradition d'emportements : Écrits (1945-1965)*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2007 [1964], p. 148.

⁵ Jean Chrétien en entrevue à l'émission Télémag, *Archives de Radio-Canada*, 7 octobre 1980 <http://archives.radio-canada.ca/politique/national/dossiers/982/> (consulté le 14 avril 2013).

⁶ Pierre Vallières, *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal, TYPO, 1994, p. 8. Citation tirée de la préface (version de 1994).

sociétés de diffusion radiophonique et de télévision, les offices du film⁷.

Pierre Elliot Trudeau, 1964

En ce moment, leur stratégie consiste à multiplier les opérations de diversion, à nous faire perdre du temps. Ils veulent nous avoir à l'usure. On dépense une énergie incroyable à se battre pour assurer des choses élémentaires, qui devraient aller de soi... [...] Ils créent tellement d'obstacles qu'on s'épuise. Dans toutes ces batailles, on finit par perdre de vue l'objectif principal qui est de faire l'indépendance et par ne plus savoir identifier globalement l'ennemi : le colonisateur et les colonisés de service à Ottawa et à Québec. La perspective se rapetisse. Alors on risque de tomber dans l'entonnoir, d'être aspirés par la spirale de la fatigue culturelle⁸.

Gaston Miron, 1975

On est une société où la culture a besoin d'un bon véhicule. Le véhicule est primordial. Ça va presque au-delà du contenu. Tu comprends? Comment est-ce qu'on peut être plus intéressant? Comment est-ce qu'on peut être plus à la mode? Comment est-ce qu'on peut être plus alléchant⁹?

Simon Leclerc, 2013

On peut dire qu'un pays est souverain en matière de culture lorsqu'il dispose de la liberté nécessaire pour prendre les décisions qui s'imposent quant à son avenir culturel [...]¹⁰.

Extrait de la politique culturelle canadienne, 1999

Oui, ça s'imposait. Parce que certains créateurs tentent encore de s'en servir comme d'un outil de création, le *Conservative Party of Canada* annonçait, dans son budget déposé le 29 mars 2012, une coupe massive dans le financement du *National Film Board of Canada*. Rappelons que le *National Film Board of Canada* fut fondé en 1939 en tant qu'organe de propagande et/ou d'outil de promotion du *Canada fédéré-de-force*¹¹. Aujourd'hui, les pouvoirs ont été unilatéralement rapatriés chez *Canadian Heritage*, fondé au lendemain du référendum de 1995 en tant qu'organe de propagande et/ou d'outil de promotion du *Canada fédéré-de-force*. L'histoire se répète. À ceci près

⁷ Pierre Elliot Trudeau, « Fédéralisme, nationalisme et raison », *À contre-courant. Textes choisis 1939-1996*, Montréal, Stanké, 1996, p. 198. Texte tiré d'une conférence prononcée en 1964.

⁸ Gaston Miron, « Identifier clairement l'ennemi et ses tactiques... remettre à l'honneur le projet global... », *Gaston Miron : un long chemin*, Montréal, L'Hexagone, 2004 [1975], p. 419.

⁹ Simon Leclerc (chef d'orchestre ayant dirigé de nombreux concerts pop de l'OSM) s'exprimant en entrevue à l'émission *Les francs-tireurs*, « Émission 393 », 27 mars 2013, <http://video.telequebec.tv/video/15181> [consulté le 28 mars 2013].

¹⁰ « Les arts et la politique culturelle canadienne », *Parlement du Canada*, 15 octobre 1999, <http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/933-f.htm> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012].

¹¹ ONF, <http://www.onf.ca/historique/about-the-foundation> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012].

que, cette fois, il n'existe aucune brèche dans la muraille de la forteresse de *Canadian Heritage* qui permettrait aux créateurs de s'y infiltrer et d'y exercer quelque influence¹². On a appris la leçon. On garde jalousement les deux mains sur le volant de sa nouvelle bébelle et on supervise les bonnes conduites sur la voie royale¹³. Si bien que, suite à l'arrestation pour corruption de son « assistant spécial » Saulie Zajdel, James Moore fut remplacé au poste de *Minister of Canadian Heritage* par Shelly Grover, une policière de carrière s'étant d'abord engagée en politique pour... lutter contre le crime¹⁴. Le *Liberal Party of Canada* n'est pas en reste. Rappelons que, dans la foulée du scandale des commandites, nous apprenions que des amis du Parti avaient été payés, par l'entremise de *Canadian Heritage*, pour des productions des Minutes du patrimoine n'ayant jamais été réalisées¹⁵. Une partie de cet argent se retrouvait dans les coffres du *Liberal Party of Canada* par l'entremise des amis – dont faisait partie Scully, l'ancien enfant chéri de la *CBC* et du RDI. Mais pourquoi s'en indigner, puisque que, dollar pour dollar, le *Liberal*

¹² Voici un exemple, parmi d'autres, d'utilisation de Patrimoine canadien comme caisse occulte : « Le gouvernement conservateur voulait à ce point garder secret le recrutement de Saulie Zajdel comme “ conseiller régional ” à Montréal, en 2011, qu’il a demandé à ce que son nom n’apparaisse ni dans l’annuaire des fonctionnaires fédéraux ni sur le relevé de compte de son téléphone portable, a appris *Le Devoir*. Comme quoi, bien avant son arrestation de la semaine dernière pour corruption, l’implication de M. Zajdel chez les conservateurs suscitait un malaise. [...] Sa fonction est nébuleuse : il est “ conseiller régional ” et “ assistant spécial ” pour le ministre du Patrimoine James Moore [...]. “ Nous ne commentons pas les questions à propos du personnel ”, se borne à l’époque à dire un porte-parole du ministre Moore. Dans l’un des courriels obtenus, la responsable des ressources humaines s’occupant du dossier Zajdel écrit en effet à Carolyn Tremblay : “ J’ai la confirmation que le nom n’apparaîtra pas dans le répertoire SAGE ”. [...] M^{me} Tremblay, à qui cette note était destinée, travaille selon ce répertoire à Patrimoine Canada. [...] M. Zajdel a été employé par Patrimoine Canada d’octobre 2011 à mars 2012 environ. Le Parti libéral du Canada le soupçonnait d’être payé par les fonds publics pour faire campagne en vue de déloger son député, Irwin Cotler. Au même moment, en effet, le Parti conservateur avait commandité un sondage téléphonique dans Mont-Royal laissant entendre que M. Cotler prendrait sa retraite sous peu en demandant à l’électeur s’il serait prêt à appuyer le PC lors de l’éventuelle élection partielle qui en découlerait. C’était faux : M. Cotler venait d’être réélu et n’avait pas l’intention de partir. [...] Le gouvernement ne s’est jamais excusé, estimant la démarche de bonne guerre. » (Hélène Buzzetti, « Saulie Zajdel, fonctionnaire fantôme », *Le Devoir*, 25 juin 2013, <http://www.ledevoir.com/politique/canada/381551/saulie-zajdel-fonctionnaire-fantome> [consulté le 25 juillet 2013].

¹³ La controverse entourant le rappeur Manu Militari est un exemple récent d'ingérence non-voilée : « Sur les réseaux sociaux, le ministre du Patrimoine canadien lui-même a effectué une charge à fond de train contre l'artiste et la décision de lui accorder des fonds. » (Philippe Teisceira-Lessard, « Rappeur controversé: James Moore s'en mêle », *La Presse*, 30 juin 2012, <http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/national/201206/30/01-4539795-rappeur-controverse-james-moore-sen-mele.php> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012])

¹⁴ « Une circonscription baromètre », Radio-Canada, 21 septembre 2008, <http://elections.radio-canada.ca/elections/federales2008/2008/09/21/003-manitoba.asp> [consulté le 25 juillet 2013].

¹⁵ Voir le blogue de Jean-Paul Coupal, « Les quarante minutes du pogne-le-moine », *La Bibliothèque hantée*, janvier 2012, <http://jcoupal.blogspot.ca/2012/01/les-quarante-minutes-du-pogne-le-moine.html> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012].

Party of Canada et *Canadian Heritage* servent la même cause ?

L'étiau se resserre sur les artistes. *Canadian Heritage* détournent progressivement les fonds destinés aux créateurs et à leurs associations, des groupes de pression indésirables¹⁶. Par abus de langage, le gouvernement a beau jeu de clamer que le montant global alloué à la « culture » se maintient : de fait, *Canadian Heritage* subventionne plus que jamais les célébrations historiques, militaires, d'envergure, commerciales, festives, inoffensives¹⁷. La création artistique ? *Canadian Heritage* n'en a que faire. Il célèbre un patrimoine clos, fini, terminé, terminal : la Conquête était un feu d'artifice, rien de plus¹⁸. L'étiau se resserre, dis-je, sur des artistes refoulés aux

¹⁶ « M. Buscemi [NDLR : de la campagne Québec-Vie] croit que le bénéfice de la majorité [NDLR : du gouvernement Harper] réside pour l'instant dans la possibilité d'affamer les groupes qui servaient de "caisse de résonance" aux gouvernements de gauche (*sic*) précédents. " Dans la vie, on peut faire deux choses pour se faire entendre. On peut monter le volume de notre bord, ou on peut baisser le volume de l'autre bord ", illustre-t-il ». (Hélène Buzetti, « Une majorité, qu'ossa donne ? », *Le Devoir*, 27 avril 2013. Voir aussi Joanna Piro, « À Ottawa, on coupe encore dans les arts et la culture ! », *Coalition pour la diversité culturelle*, sans date, <http://www.cdc-ccd.org/A-Ottawa-on-coupe-encore-dans-les> [consulté le 26 mars 2013])

¹⁷ Pour ce qui est du soutien de Patrimoine canadien à des activités licites, citons cet exemple donné par Pierre Lefebvre, rédacteur en chef de la revue québécoise *Liberté* : « En 2009, les conservateurs ont modifié un programme d'aide aux magazines [...] et pour être admissible à sa nouvelle mouture, une publication se doit désormais de vendre un minimum de cinq mille copies par année. C'est là une décision qui a fait un mal de chien à un grand nombre de revues culturelles, mais là où ça devient intéressant, c'est quand on regarde, sur le site de Patrimoine Canada, qui a bénéficié des largesses du nouveau programme. La liste se déployant par ordre alphabétique, on y apprend assez vite que le magazine *7 jours* (la référence artistique et culturelle no 1) a obtenu la coquette somme de 737 654 dollars. Le reste est à l'avenant : *Allô Vedettes* (104 987 dollars), *Châtelaine* (1 101 462 dollars), *Coup de Pouce* (1 249 882 dollars), *Le Lundi* (424 686 dollars), *Movie Entertainment* (1 365 120 dollars), *Reader's Digest* (1 500 000 dollars), *Summum* [NDLR : « Le magazine no. 1 pour hommes au Québec »] (46 912 dollars). » (Pierre Lefebvre, « Nous y sommes, soyons-y », *Liberté*, n° 127, automne 2012, p. 19) D'ailleurs, on peut lire, dans le budget du Canada déposé en mars 2012, que « Patrimoine canadien adoptera un cadre stratégique plus intégré et centré sur les bienfaits sociaux et économiques que ses programmes procurent aux Canadiens et à leurs collectivités. » (« Annexe 1 : Gestion responsable des dépenses », *Le budget de 2012*, Gouvernement du Canada, <http://www.budget.gc.ca/2012/plan/anx1-fra.html> [consulté le 10 février 2013]). Se référant à la politique culturelle canadienne, le ministre pourra « prendre les moyens qui s'imposent » pour s'assurer de notre bien. Par exemple, en mai 2012, Sébastien Gariépy, attaché de presse et porte-parole du ministre du Patrimoine canadien James Moore, dénonce l'exposition *Sexe : l'expo qui dit tout !* : « Ce contenu ne peut être défendu et est insultant pour les contribuables ». (« *Sexe : l'expo qui dit tout !* – L'Acfas dénonce les propos du cabinet de l'honorable James Moore », <http://www.acfas.ca/medias/communiqués/2012/05/22/sexe-l-expo-dit-tout-l-acfas-denonce-propos-cabinet-l-honorable-james> [consulté le 17 février 2013]).

¹⁸ Citons ces exemples à l'appui : le tout nouveau *Festival culturel militaire de Montréal* ; le révisionnisme historique (sous forme de récupération politique) entourant la célébration de la guerre de 1812 ; le décrochage d'œuvres d'Alfred Pellan et de Norval Morrisseau au profit de représentations de la Reine dans des édifices fédéraux ; la possibilité pour tout citoyen canadien de recevoir gratuitement des photos de la Reine sur demande faite à Patrimoine canadien. Notons également que les nouveaux billets de 20 \$ (la coupure la plus utilisée au pays) mis en circulation le 7 novembre 2012 ont fait disparaître deux images d'art autochtone et une citation de Gabrielle Roy (« Nous connaîtrions-nous seulement un

portes du *Canada Council*, une filiale de *Canadian Heritage*¹⁹. D'ailleurs, la société de la Couronne qu'est le *Canada Council* a attendu son 40^e anniversaire, en 1997, pour ajouter les mots « *for the Arts* » à son appellation anglaise²⁰. Un simple oubli, sans doute. Le Roi est nu! Vive la Reine! Soyons clair : il n'y a aucune chance qu'on eut oublié le mot « *Canada* » dans cette même appellation. D'autre part, notez que le *Conservative Party of Canada* coupe les programmes qu'il juge inutiles. Alors, si le financement du *Canada Council* fut maintenu lors du dernier budget, c'est qu'on trouve ses programmes utiles... Ceci doit inquiéter. En 2008, deux inutiles programmes destinés à soutenir les tournées internationales, PromArt et Routes commerciales, ont été abolis. Restons entre *Canadians* si vous le voulez bien. Si vous ne le voulez pas, *well, good luck* ! Le *Canada Council* ne s'en cache pas : il oriente de plus en plus ses programmes vers la satisfaction des besoins de la population *canadian* plutôt que ceux des créateurs²¹. Après s'être permis l'affront d'être exigeant envers le public, l'artiste aura désormais intérêt à accéder aux exigences du public. Le *Canada Council* y veillera. Au besoin, il dira même au public quoi exiger. Il pourra, pour ce faire, s'appuyer sur la très politique culturelle du Canada-Uni. Ainsi, les artistes disposeront de moins en moins de subventions (*a contrario* des pétrolières) et devront subir la loi du marché au

peu nous-mêmes, sans les arts? ») au profit de deux images de la Reine et une du monument de Vimy (qui rend hommage aux combattants morts lors de la Première Guerre). (Alec Castonguay, « Le nouveau 20 \$: exit l'art autochtone, place aux anciens combattants », *L'actualité*, 5 novembre 2012, <http://www2.lactualite.com/alec-castonguay/2012/11/05/le-nouveau-20-exit-lart-autochtone-place-aux-anciens-combattants/> [consulté le 8 novembre 2012]). Rappelons que la coupure de 10 \$, quant à elle, affiche la face de John A. Macdonald, un corrompu notoire ayant ordonné la pendaison de Louis Riel.

¹⁹ « Le conseil d'administration [du Conseil des Arts du Canada] rend compte de ses activités au Parlement par l'entremise de Patrimoine Canada. » (« Rapport annuel 2010-2011 sur la gouvernance du Conseil des Arts du Canada », <http://canadacouncil.ca/NR/rdonlyres/022EC873-B7A6-4440-BF20-78B55A22A0E4/0/Gouvernance201011.pdf> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012]).

²⁰ « Les arts et la politique culturelle canadienne », *Parlement du Canada*, 15 octobre 1999, <http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/933-f.htm> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012].

²¹ Il s'inspire pour ce faire d'une étude de sa mère patrie britannique intitulée « *What people want from the arts* », <http://www.artscouncil.org.uk/media/uploads/downloads/whatpeoplewant.pdf>. <http://www.pressegauche.org/spip.php?article12364> [consulté le 23 novembre 2012]. « La musique est perçue comme étant en bonne position relativement aux enjeux principaux, particulièrement du côté de l'intéressement du public. Faire de cet intéressement une priorité aidera le CAC [Conseil des Arts du Canada] relativement aux politiques internes du fédéral, puisque cela soulignera l'importance et le rôle du financement public des arts pour servir le public canadien. [...] Bien que cela ne fasse pas partie du plan de changements, le CAC subit des pressions internes en vue d'évaluer strictement l'efficacité organisationnelle et l'utilisation responsable des fonds. Compte tenu de ces pressions et de la concurrence croissante dans l'obtention de financement, il est important de répondre rapidement et adéquatement aux lignes directrices. » (Louise Campbell, « Le plan de changements du Conseil des Arts », *Réseau canadien pour les musiques nouvelles*, janvier 2013, <http://www.reseaumusiquesnouvelles.ca/fr/15th-edition-cnmm-bulletin/> [consulté le 1^{er} février 2013])

même titre que n'importe quelle entreprise (qui ne dispose pas d'un puissant *lobby*). Or, si ce n'est pour permettre à certaines productions non-commerciales d'exister, à quoi peuvent bien servir les subventions en art? À faire de la propagande, bien sûr! Pourquoi s'atteler à la tâche de présenter le Canada-Uni sous son meilleur jour quand on peut faire la sous-traitance de cette entreprise culturelle? En plus de devoir remplir le formulaire de sa soumission avant de retrouver son argent de contribuable, le prestataire de service et désormais artiste de service utilisera cet argent à des fins, disons, autres que simplement artistiques. Préféablement, il fera danser une minorité ethnique handicapée, à risque, provenant d'une région éloignée, muette, alouette²²; bref, il contribuera à entretenir notre chimérique Canada-Uni²³.

²² « Le Conseil des arts du Canada, engagé à respecter l'équité et l'inclusion, accueille les demandes provenant des diverses communautés autochtones, culturelles et régionales, y compris les personnes handicapées ». (Conseil des Arts du Canada, <http://www.canadacouncil.ca> [consulté le 8 janvier 2013]). « Le problème du Canada c'est : est-ce qu'il y a une culture canadienne ? [...] Faut-il confier au gouvernement fédéral le soin de concevoir le développement d'une culture d'ensemble qui serait la culture canadienne ? [...] Tous ces brassages culturels, tous ces remaniements culturels, cette grande diversité aussi, appellent à mon avis autre chose que la littérature abstraite – qu'elle vienne du fédéral ou d'ailleurs – sur le pluralisme, le rassemblement communautaire, etc. Il[s] appelle[nt] une reconnaissance concrète de cette diversité et sa consécration en termes d'aménagements politiques. » (Fernand Dumont en entrevue à l'émission *À suivre*, radio de Radio-Canada, 8 juillet 1979, <http://archives.radio-canada.ca/emissions/19-15358/> [consulté le 7 avril 2013]).

²³ « Le Canada est une fiction juridique qui, pour fonder et maintenir son existence depuis 1867, n'a eu d'autres recours que de dérober leur sens aux mots qui le définissent comme aux faits qui le constituent. Il n'est dès lors pas étonnant que ce pays artificiel soit aujourd'hui devenu entièrement euphémique, plus que jamais dépendant de sa stratégie du vocable ». (Andrée Ferretti et Gaston Miron, « Pour la pleine humanisation de notre humanité. », *Gaston Miron : un long chemin*, Montréal, L'Hexagone, 2004 [1992], p. 451). Comment, en effet, ne pas considérer bancal un pays dont les élites politiques considèrent tout débat constitutionnel comme le « réveil de vieilles chicanes » plutôt qu'un débat démocratique en bonne et due forme ? où le mot « référendum », qui désigne un exercice démocratique en bonne et due forme, est ici brandi comme un épouvantail alors que les étatsuniens participent à plusieurs de ces référendums à chaque élection ? Au déni du passé s'ajoute maintenant la fuite en avant : un habitant du Canada sur cinq est né hors du pays. (Emmanuelle De Mer, « Le Canada devient de plus en plus un pays d'immigrants », *Radio-Canada*, 8 mai 2013, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2013/05/08/001-statistique-canada-immigrants-minorites-visibles.shtml> [consulté le 9 mai 2013]). Né fiction juridique, le *Canada* fait tout pour le demeurer. Rappelons que la Confédération, proclamée *The British North America Act*, fut motivée par la mise en commun des dettes des différentes colonies qui composaient alors le *British North America* (une recapitalisation permettant de bénéficier de meilleurs taux d'intérêts) et la nécessité de freiner l'expansion étasunienne vers le nord, le tout sur fond de corruption politique : pour sa campagne de 1872, John A. MacDonald, « Père de la confédération », avait demandé 360 000 \$ à l'entrepreneur Hugh Allan en retour de l'octroi irrégulier du contrat de construction du chemin du *Canadian Pacific*. C'est ce qu'on appelle du *nation building*. Des terres sont ensuite offertes gratuitement dans l'Ouest canadien aux Étatsuniens et aux Européens, mais pas aux Canadiens-Français qui manquent pourtant cruellement de terres à cette époque. En fait, entre 1840 à 1930 (de l'Acte d'Union jusqu'à la Grande Dépression – qui pousse les États-Unis à fermer ses frontières), près de un million de Canadiens-Français quittent le Québec pour s'établir aux États-Unis. Cette émigration atteint un sommet durant les années 1880, au moment où MacDonald, s'étant déjà entiché de la population de sa nouvelle juridiction, aurait déclaré : « Il [Louis Riel] sera pendu, même si tous les chiens du Québec aboyaient en sa faveur. » D'autre part, dès 1870, le fédéral s'implique dans la gestion des pensionnats autochtones afin de procéder

En proportion, donc, les budgets alloués à la création libre diminuent. L'odieux concours de « *speed writing* » organisé en 2009 par la *Canadian Broadcasting Corporation* et nommé ironiquement *Evolution* en est le parfait exemple²⁴. Dans le cadre d'une résidence au *Banff Center for the Arts*, les compositeurs-concurrents devaient écrire une œuvre en quatre semaines sur une thématique imposée en recourant à un instrument soliste pigé au hasard tout en entretenant un blogue (« À l'aide! »). La ligne du nivellement des contenus était tracée par le diffuseur public, bien droite²⁵. En

à l'ethnocide des Premières nations (une tentative qui ne prend fin officiellement qu'en 1996). Un pays était né. Une collection de provinces étaient désormais tenues ensemble par une dette due à un pouvoir fédéral fortement centralisé. Rien n'a changé depuis. On peut comprendre qu'un pays dont le « mythe fondateur » soit aussi peu glorieux ressente le besoin de s'investir de nobles causes comme « l'équité et l'inclusion », même si celles-ci ne font que déboucher sur de nouvelles formes de répressions : jamais les Canadiens-Français (ni les Premières nations, ni les Acadiens, ni les Métis du Manitoba), en tant que peuple, n'ont donné leur accord à aucune des Constitutions britanniques adoptées de 1763 à 1982. (Sources : « La construction des chemins de fer nationaux (1851-1885) », *Le Canada en devenir*, http://www.canadiana.ca/citm/themes/pioneers/pioneers9_f.html [consulté le 1^{er} janvier 2013], Yolande Lavoie, *l'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*, 1981, http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_igcpcplus_pi4%5bfile%5d=publications/pubd101/d101ch1.html#table [consulté le 10 janvier 2013], Jean Bruce, « Le dernier front pionnier de l'Ouest », *Musée canadien des civilisations*, 16 juin 2010, <http://www.civilization.ca/cmc/exhibitions/hist/advertis/ads1-01f.shtml> [consulté le 10 janvier 2013], Maurice Séguin, *Histoire de deux nationalismes au Canada*, Guérin, Montréal, 1997. Commission de Vérité et réconciliation du Canada : <http://www.trc.ca/websites/trcinstitution/index.php?p=25> [consulté le 29 avril 2013])

²⁴ Voir le site du concours : <http://www.radio-canada.ca/musique/evolution/video/> [consulté le 1^{er} janvier 2013].

²⁵ « Dans une lettre qu'il adressera le 13 décembre 2004 à Robert Rabinovitch, président de la Société Radio-Canada, et à l'Honorable Liza Frulla, ministre du Patrimoine canadien, le citoyen [NDLR : et compositeur Gilles] Tremblay qualifiera de “ véritable catastrophe ” la création de la chaîne Espace musique et évoquera le “ méli-mélo de dispersion mentale ”, la “ mélasse culturelle ” où ne subsistaient plus que “ quelques oasis souvent placées aux moments de la journée les moins accessibles ”. Il condamnera aussi la disparition des émissions littéraires et artistiques, le départ de commentateurs et de journalistes compétents et, en définitive, la “ destruction d'un patrimoine précieux témoign[ant] d'une insensibilité artistique inconcevable et d'une ignorance notoire du milieu ” ». (Daniel Turp, « Gilles Tremblay et le devenir musical du Québec : un homme d'idées, de convictions et de projet », *Les Cahiers de la Société Québécoise de recherche en musique*, vol. 12, n° 1-2, Montréal, 2012, p. 85) Liza Frulla fut ministre du *Liberal Party of Canada* (mesures de guerre, rapatriement, commandites) et du *Quebec Liberal Party* (problèmes endémiques de corruption, collaboration au régime fédéral d'assimilation par le multiculturalisme). Comme cela a été dit plus haut, l'organisme dont elle est responsable en 2004, *Canadian Heritage*, fut fondé au lendemain du référendum de 1995 en tant qu'outil de propagande du *Canada*. Robert Rabinovitch, quant à lui, a été trésorier de *The Charles Rosner Bronfman Foundation (CBR)* jusqu'à ce qu'il soit nommé président et *chief executive officer* de *CBC/Radio-Canada* en 1999. « Bronfman » est un nom qui fut déjà dénoncé dans le *Manifeste du FLQ*. La mission de *CBR*, un *think tank* fédéraliste déguisé en organisme de bienfaisance, est [traduction non disponible] « *The enhancement of Canadianism; and The unity of the Jewish people whose soul is in Jerusalem.* » S'ajoutant à l'argent octroyé par *Canadian Heritage*, *CBR* a reçu des millions de dollars en subvention du Bureau d'information du Canada (BIC) – une institution fédéraliste qui rappelle étrangement l'ancien BIC, celui du Bureau colonial britannique. Fort de se soutien, *CBR*, à travers *The Historica Foundation of Canada*, met sur pied les Minutes du Patrimoine offertes gratuitement au Réseau de l'information (RDI)

vertu de la complaisance des uns et du poids des « politiques » des autres, ce qu'on appelle aujourd'hui « musique de concert » se rapproche de l'amusement public et s'éloigne de l'art. Conséquemment, la liberté de l'artiste est de plus en plus conditionnelle, c'est-à-dire qu'elle s'exerce sous la forme de travaux communautaires, dans le cadre de résidences (on n'est pas maîtres dans nos maisons), de collaborations sous tutelle, de commandes d'œuvres destinées à tel événement, s'inspirant de, s'adressant à... n'en plus finir. Toutes ces exigences participent à la récupération systémique de l'art, l'artiste étant appelé à devenir un artisan, en l'occurrence, de son propre malheur. La souveraineté culturelle du pays ? Soit²⁶. Celle de l'artiste au cœur de

et à Radio-Canada qui en sont les principaux diffuseurs. Rabinovitch vient tout juste d'entrer en poste à CBC/Radio-Canada lorsque la société d'État signe une entente secrète avec Gesca, une filiale média (à la ligne éditoriale ouvertement fédéraliste) de *Power Corporation of Canada* (un autre dénoncé dans le *Manifeste du FLQ*) qui a également commandité certaines Minutes du Patrimoine. Il faut dire que l'honorable Charles Bronfman fut lui-même membre du *International Advisory Council of Power Corporation of Canada* de 1988 jusqu'à sa dissolution en 2005. Voilà de quel côté penche l'argent et la volonté politique. (Sources : Mario Cardinal, « Les dérapages de l'information – L'affaire Lester, une affaire de déontologie ou de politique? », *Le Devoir*, 10 février 2005, <http://www.ledevoir.com/non-classe/74475/les-derapages-de-l-information-l-affaire-lester-une-affaire-de-deontologie-ou-de-politique>, [consulté le 1^{er} janvier 2013], « About Us / Strategic Philanthropy », *The Andrea and Charles Bronfman Philanthropies Inc.*, <http://www.acbp.net/strategic-philanthropy.php> [consulté le 2 juin 2013], Réseau de Résistance du Québécois, « Lorsqu'un empire privé d'obédience fédéraliste met la main sur Radio-Canada », *AmériQuébec.net*, 10 avril 2008, <http://www.ameriquebec.net/actualites/2008/04/10-lorsqu%E2%80%99un-empire-prive-d%E2%80%99obedience-federaliste-met-la-main-sur-radio-canada.qc> [consulté le 2 juin 2013], « L'affaire des " Minutes du Patrimoine " », *Tribune libre de Vigile*, <http://www.vigile.net/spip.php?page=archives&u=archives/ds-affaires/index-scully.html> [consulté le 1^{er} janvier 2013])

²⁶ « Au chapitre des idées reçues [...], la souveraineté culturelle détient sans doute le championnat toutes catégories. Non mais... qu'est-ce que c'est que ce concept bidon, sorti des boules à mites par un *foreman* de l'Iron Ore promu premier ministre conservateur et dont l'unique exploit est d'avoir fermé la côte nord [NDLR : Brian Mulroney] ? Est-ce le même vieux concept, vide de sens, mis au point par un gérant d'épicerie du Parti libéral du Québec dans les années soixante-dix, réchauffé et servi à la sauce canadienne ? Ce concept foireux de souveraineté culturelle s'appuie sur un autre concept tout aussi fumeux, la culture *canadian*. C'est quoi ça, la culture *canadian* ? Pour nos éditorialistes patentés, c'est une idée qui semble aller de soi, comme la pluie, Dieu ou la soupe aux pois. Mais, au lieu de tenter de noyé le poisson sous un déluge de mots, il faudrait peut-être la définir, cette culture *canadian*. Coïncide-t-elle avec la culture québécoise ? Recouvre-t-elle la culture esquimaude et la culture iroquoise avec la culture ukrainienne ? Est-ce une biculture, une postculture, une multiculture ou une transculture ? [...] Revenons un peu en arrière. Ce concept de souveraineté culturelle a déjà été servi à la sauce Bourrassa dans les années soixante-dix pour empêcher le nationalisme québécois de se réaliser pleinement. Il s'agissait d'empêcher l'accession du peuple québécois à son indépendance. Pendant des années nous a-t-on répété que le nationalisme était une idéologie du XIX^e siècle, une idéologie rétrograde proche du fascisme, parente du tribalisme ! Après nous avoir enfermés depuis la Conquête dans un ghetto, on nous a reproché notre idéologie de ghetto. Après nous avoir assiégés et avoir tenté par tous les moyens de nous briser pendant plus de 200 ans, on nous a ensuite reproché notre mentalité d'assiégé. On nous a enfermés dans un *parking* appelé « la belle province » et nous a reproché ensuite de vouloir construire un rideau de fer, un mur de la honte. On nous a maintenus dans la marge, séparés, et on nous a accusés de séparatisme. On s'est roulé par terre en entendant parler de québécoïté. Et aujourd'hui, cinq ans après le Référendum, les chantres de la canadienneté, sans rire, nous vantent les mérites du nationalisme canadien. Quelle hypocrisie ! Le nationalisme de montagnes Rocheuses, lui, n'est pas rétrograde. Ce n'est pas une idée du

cette culture? *Are you kidding?* Dans ce contexte, le projet de l'art et celui du peuple québécois sont exactement similaires : survivre en tant que tel ; être reconnu, identifiable, parmi la masse du « multiculturel » mur à mur, *coast to coast* et coûte que coûte. Voilà pourquoi un art libre peut être considéré subversif en regard du Canada-Uni : non pas parce qu'il milite pour l'indépendance du Québec ; mais, parce que, en nous invitant à « être ce que nous sommes et nous seuls pouvons être », il crée un parallélisme indéniable avec le mouvement progressiste-souverainiste québécois²⁷. Voilà aussi pourquoi le financement du *Canada Council* n'a pas été coupé. Il permet de sanctionner les propos qui « divisent²⁸ », cependant que sa vision multiculturelle²⁹,

XIX^e siècle. Soudain, ce n'est plus du fascisme ni du tribalisme. [...] Les mêmes croque-morts qui ont tenté de réduire le nationalisme québécois à la ceinture fléchée, au rigodon, au sirop d'érable et au four à pain essaient de nous vendre aujourd'hui leur castor, leur Police montée, leur reine Elizabeth, leur cornemuse et leur feuille d'érable pour cacher ce qu'il leur reste de décence. Alors s'il-vous-plaît, un peu de sérieux. Arrêter de nous prendre pour des caves avec votre souveraineté cuculturelle. Allez au bout de votre logique de marchand général. Laissez-nous adhérer à une véritable culturelle universelle, c'est-à-dire essentiellement américaine, et qu'on en parle plus. [...] Mais n'oubliez pas une chose. Le cinéma algérien ne s'est pas développé pendant la période coloniale mais après l'indépendance. Le cinéma cubain ne s'est pas développé pendant l'occupation américaine, mais après. Le cinéma québécois et la chanson québécoise sont contemporains de la dernière phase de lutte de libération nationale. Votre souveraineté culturelle, ça passera. Comme sont passées ou passeront toutes les patentes à gosses que vous inventez de toutes pièces à tous les deux ans pour vous sortir du trou. » (Pierre Falardeau, « L'absurde n'est pas un fantôme », *La liberté n'est pas une marque de yogourt*, TYPO, Montréal, 2009, p. 88-92)

²⁷ Simon Jodoin, dans sa chronique d'éditorialiste en chef du journal *Voir* du 21 juin 2012, se demande : « Comment en est-on arrivé à conclure qu'en s'unissant sous la bannière du progressisme, il faudrait écarter les fédéralistes, comme si cela allait de soi ? » S'il savait que $1 + 1 = 2$, il pourrait comprendre que : nation reconnue et exerçant un pouvoir majoritaire sur son État + refus de reconnaître la pleine souveraineté de cet État = néocolonialisme réactionnaire. (Simon Jodoin, « Un appel au front uni. Et puis après? », *Voir*, 21 juin 2012, <http://voir.ca/chroniques/theologie-mediatique/2012/06/20/appel-au-front-uni-et-puis-apres/> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012])

²⁸ Les libéraux, parmi d'autres, accusent aujourd'hui les souverainistes de diviser la population. Ce sont ces mêmes libéraux qui, en 1970, ont envoyé l'armée canadienne au Québec pour y briser leurs mouvements *associatifs*, notamment syndicaux et politiques. L'unité qui commençait à se faire n'était pas celle souhaitée par Ottawa, qui est venue s'immiscer afin de nous diviser.

²⁹ C'est au lendemain de la crise d'Octobre – crise au cours de laquelle l'armée canadienne fut déployée au Québec pour écraser le mouvement démocratique indépendantiste, comme ce fut aussi nécessaire en 1837-1838 – que la première politique fédérale de multiculturalisme est adoptée en 1971. Cette politique, supposée s'inscrire dans le cadre du biculturalisme, le décline plutôt. Les groupes ethniques se voient déclarés tous égaux entre eux. Plus encore, l'identité canadienne, oh chimère ! se définirait par cette diversité même. Il devient donc impossible pour ces groupes de réclamer quoi que ce soit. La Charte protège leur droit de disparaître. En effet, habilement, le Canada-Anglais, par le poids de sa majorité, confirme son propre nationalisme tout en niant celui des autres – et, au premier chef, celui du Québec – sous le couvert de la protection des droits individuels. La magie opère et, non sans heurts, en vient à ne plus s'imposer que par la simple force... des choses. Il faut dire que le multiculturalisme *canadian*, fruit de la vision messianique de Trudeau (Le Messie étant ici le *Canada* aux yeux de l'humanité), tranche radicalement avec le ségrégationnisme pratiqué de coutume dans les colonies britanniques. Il s'inscrit toutefois en toute logique avec l'Acte d'Union et la Confédération qui ont fait des Canadiens-Français d'abord une minorité « anthropologique », puis structurelle, et maintenant une minorité parmi tant d'autres, si bien qu'il est inutile d'en faire cas. L'opposition au nationalisme québécois ne doit pas

entérinée par une Constitution que nous n'avons pas signée³⁰, entame notre unicité.

surprendre ; il n'y a qu'à penser à la parole de cette illustre victime du colonialisme britannique, Nelson Mandela : « Un homme qui prive un autre homme de sa liberté est prisonnier de la haine, des préjugés et de l'étroitesse d'esprit. » Au fédéral, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration est aussi ministre du... Multiculturalisme. Nous payons donc, avec nos impôts, le ministre de notre assimilation. La Colombie-Britannique a aussi son ministre responsable du Multiculturalisme : mais ce dernier a dû démissionner suite à une fuite révélant un stratège visant à courtiser le... vote ethnique. (« Scandale du vote ethnique : le ministre du Multiculturalisme se retire du cabinet », *Radio-Canada*, 4 mars 2013, <http://www.radio-canada.ca/regions/colombie-britannique/2013/03/04/003-john-yap-quitte-cabinet.shtml> [consulté le 3 juillet 2013]) Mais ne comptez pas sur la presse francophone pour rappeler ça aux *canadian* jusqu'à la fin des temps : la vérité dénoncée par Parizeau est bien pire que le passage à l'acte par un *canadian*. Le parti à l'origine de cette controverse fut réélu deux mois plus tard.

³⁰ Dans une note du 30 avril 1981 adressée au ministre des Affaires étrangères britannique (Lord Carrington), le haut-commissaire britannique à Ottawa (John Ford) décrit le rapatriement de la Constitution par le gouvernement Trudeau comme une « véritable tentative de coup d'État en vue de modifier l'équilibre des pouvoirs dans la Confédération. » (« Le rapatriement de la Constitution de 1982 était-il un coup d'État? », *Radio-Canada* (Presse Canadienne), 8 avril 2013, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2013/04/08/004-rapatriement-constitution-coup-etat-frederic-bastien.shtml> [consulté le 8 avril 2013]). Traversant un de ses nombreux épisodes maniaco-répressif, Trudeau, nonobstant le réel, affirme dans son allocution à l'occasion du rapatriement de la Constitution que c'est « par un choix délibéré (*sic*) [que] des hommes et des femmes d'ascendance amérindienne, française et britannique s'unissent à leurs compatriotes d'origines et de traditions culturelles les plus diverses [...] ». Il ajoute plus loin que « Sans ce vouloir-vivre collectif, notre Constitution resterait lettre morte et notre pays s'étiolerait. » Croyait-il si bien dire? (Pierre Elliott Trudeau, « Allocution lors de la cérémonie de proclamation, le 17 avril 1982 », *Le très honorable Pierre Elliott Trudeau*, Bibliothèque et Archives du Canada, <http://www.collectionscanada.gc.ca/premiersministres/h4-4024-f.html> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012]). La récupération de la guerre de 1812 par les Conservateurs relève également de la pathologie mentale, cette fois de l'hallucination schizophrénique : un colonisateur *has been* se raconte de lointains faits d'armes menés aux côtés d'amis imaginaires (Premières nations et Canadiens-Français). On a donc deux « choix » : d'un côté (Libéraux), la négation des nationalismes, ce qu'une petite nation comme le Québec ne peut se permettre (comme l'a prouvé la Charte de la langue française) ; de l'autre (Conservateurs), l'affirmation du nationalisme, celui du conquérant Anglais.

II

*L'équilibre du régime sera préservé, la démocratie formelle sera sauvée, même si les illusions qu'elle recouvre doivent continuer. Car Trudeau n'aura pas cessé de regarder la démocratie par le mauvais bout de la lorgnette, c'est-à-dire par son côté juridique et arrêté, plutôt que par son côté dynamique, imprévisible et créateur*³¹.

Pierre Vadeboncœur, 1965

Un exemple emblématique de notre culture néocoloniale? Sachez que nos orchestres symphoniques pompent notre argent à la mesure qu'ils sapent nos forces créatrices³². Non, vous n'avez pas mal vu : la Maison symphonique de Montréal est bel et bien un musée hébergeant le fossile d'un immense dinosaure. Vous allez manquer un concert parce que vous devez partir en voyage pendant cent ans ? Pas de problème ! À votre retour, la programmation n'aura pas changée : elle sera toujours décomposée de la musique d'étrangers morts³³. Notez que la logique archéologique des orchestres n'a émergé que progressivement, insidieusement, du simple fait de leur immobilisme à travers un long processus d'érosion de la pensée. Si, au moins, c'était notre propre patrimoine qu'on exposait embaumé dans notre Salon symphonique climatisé³⁴... Mais,

³¹ Pierre Vadeboncœur, « La démocratie de Trudeau passe-t-elle par le peuple? », *Une tradition d'emportements : Écrits (1945-1965)*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2007 [1965], p. 157.

³² Dans son éditorial publié dans *Musicworks*, Micheline Roi écrit : « *The least inventive art by far is the work that relies on large cultural institutions for expression : the orchestras, ensembles, and operas. [...] In a milieu that relies on public money to survive, these ensembles are our one per cent. Their size requires the most resources to maintain and the depth of their tradition dictates what is possible in new music* ». (Micheline Roi, « Change is coming. You can hear it in the streets. », *Musicworks*, n° 113, printemps 2012, p. 5)

³³ « Nier la décomposition des œuvres dans l'histoire est réactionnaire : simplement, l'idéologie de la culture comme privilège de classe ne peut souffrir que ses biens trop précieux, dont l'éternité doit garantir la sienne propre, puissent jamais tomber en ruines. » (Theodor W. Adorno, *Moments musicaux*, Contrechamps, 2003 [1964], p. 48)

³⁴ On pourrait croire que l'OSM ne met pas de l'avant nos compositeurs parce qu'il se dédie au répertoire historique. Or, nous voyons rapidement où mène ce cercle vicieux, véritable politique de la terre brûlée : on se dédie au répertoire historique et il n'y a pas de répertoire historique québécois ; on ne contribue pas à constituer un répertoire historique québécois donc nous ne pourrions pas davantage nous y consacrer dans le futur. Le temps passe et l'OSM a maintenant 80 ans d'histoire. Pour cette saison de concerts anniversaire, au travers des habituels « Kent Nagano dirige Mahler » et « Une soirée complètement Beethoven », on retrouve habilement dissimulées une œuvre de Gilbert dans le concert « James Ehnes joue Mozart », une de Gougeon dans le concert « La Chine à l'honneur », une de Bertrand dans le concert « Tableaux d'une exposition de Moussorgski », une de Vivier dans le concert « Un Bartók signée Zukerman » et ce afin de respecter – sans fierté aucune – un quota minimal exigé – du bout de lèvres, comme on l'imagine – par les organismes de subventions publics. (Brochure de saison 2013-2014, *OSM*, http://www.osm.ca/pdf/Brochure_2013-2014_FR.pdf [consulté le 15 mars 2013]).

que dis-je? Quel patrimoine ? Nous n'avons pas d'histoire, comme vient nous l'enseigner, entre deux séjours dans la Ville reine, ce chef d'orchestre parvenu d'ailleurs et ancien directeur du Conservatoire de musique de Montréal Raffi Armenian³⁵ – dont le cerveau est un véritable moteur à réaction. Partout dans le monde, les orchestres jouent la musique du passé, mais cette musique demeure, pour les pays du Vieux Continent, leur patrimoine direct – et, souvent, national. La situation ne devrait pas être simplement transposée ici, mais se transplanter et prendre de nouvelles racines³⁶ ; à moins, bien sûr, d'insister pour entretenir nous-mêmes notre psyché de colonisés contents³⁷. En réalité, ces orchestres – soutenus par *Canadian Heritage* – représentent un cas parmi d'autres où l'on se paie notre propre aliénation ; sauf que, dans ce cas-ci, on applaudit de surcroît ! Les chefs des grands orchestres *canadian* ? À peu près tous des étrangers. Nous aimons tant nous faire diriger par des étrangers ! C'est dans notre nature de Québécois naturalisés *Canadians*. Après le bâton et la carotte, voici la baguette et la camelote. Quelle ânerie! Le québécois Nézet-Séguin, pour cause, de service, rendu, vendu, joue le deuxième violon... chez Desmarais³⁸! Les artisans de notre dépossession tranquille s'assemblent et se ressemblent³⁹. Par ailleurs, le domaine

³⁵ Armenian a occupé ce poste de 2008 à 2011.

³⁶ En 1957, Gaston Miron écrit : « Pour s'épanouir, une poésie a besoin d'une terre, d'un espace, d'une lumière, d'un climat, d'un milieu où elle plonge ses racines. Sans quoi elle est condamnée à l'artifice ou se condamne elle-même à l'évasion, à l'intellectualisme ; elle n'est plus vitale, représentative, elle ne répond plus d'un homme et de son réel englobant et total. La partie qui se joue présentement dépasse de beaucoup le sort de notre poésie ou, plutôt, le sort de notre poésie est intimement lié au sort même du fait ethnique qui la porte. » (Gaston Miron, « Situation de notre poésie », *Gaston Miron : un long chemin, op.cit.*, p. 35. Semble-t-il qu'à la parole de nos sages nous préférerions encore le chant des sirènes)

³⁷ L'Orchestre symphonique de Montréal devrait prendre exemple sur son homologue dans le domaine des arts visuels, le Musée des beaux-arts de Montréal, qui dispose d'un tout nouveau pavillon d'art québécois et canadien et ce, même si Montréal compte aussi un Musée d'art contemporain. Les compositeurs bénéficient quant à eux de la Société de musique contemporaine du Québec, mais le grand orchestre est un matériau en soi et y accéder, pour nos propres élites, semble quasi interdit.

³⁸ Voir la vidéo d'Anonymus sur YouTube, http://www.youtube.com/watch?v=M7OIFp_9U_E [consulté le 1^{er} janvier 2013]. « Ce que nous révèle ainsi le faste indécent de cette soirée d'anniversaire entre amis, c'est un ordre de pouvoir bien réel qui ne se traduit dans aucune forme constitutionnelle ni institution publiquement admise ou reconnue. Ni élection, ni tribunal, ni structure, ni contre-pouvoir ne vient formellement dire et encadrer cette puissance qui se célèbre. Tout au plus existe-t-il un droit à la propriété garantissant la possibilité quasi illimitée de capitaliser. Qui plus est, cet ordre étranger aux formes constitutionnelles digère les formes traditionnellement admises du pouvoir. Il le fait, pour preuve, en invitant les personnalités politiques et autres personnages associés aux institutions formelles, qui sont alors amenés à arborer insignes, médailles et décorations conférées par des institutions de droit, et ce, dans un cercle où, soudainement, l'autorité de ces institutions tombe et où la distribution hiérarchique se fait tout autrement. » (Alain Deneault, « Hors la loi », *Liberté*, n° 127, automne 2012, p. 56) Qu'à cela ne tienne, la gueule de Marc Hervieux se vendant comme du pouding, le chanteur (présent à Sagard) continu à être de tous les plateaux de télévision. Si l'argent est le moteur du monde, alors la complaisance est le lubrifiant de ses engrenages.

³⁹ Richard Le Hir, *Desmarais, La dépossession tranquille*, Les éditions Michel Brûlé, 2012.

Sagard, un château payé à même le parasitage de la plèbe, ça ne vous rappelle pas un certain Moyen-Âge ? Oyé ! Oyé ! Entendez le message de La Presse ! Les Violons du Roy version bouffon. Une culture anachronique qui sied bien à une bande d'attardés friands de ce vieux symbole du pouvoir aristocratique et bourgeois exercé aux dépens d'un peuple ignorant⁴⁰.

Kent Méga-No n'est pas en reste. Il a inauguré notre Momie symphonique avec un hymne à la liberté des peuples qui nous a tous conquis⁴¹. Le tout, rappelez-vous,

⁴⁰ « Les puissances d'argent du *statu quo*, la plupart des tuteurs traditionnels de notre peuple, ont obtenu la réaction qu'ils espéraient, le recul plutôt qu'un changement pour lequel nous avons travaillé comme jamais ; pour lequel on va continuer à travailler. » (René Lévesque, 29 avril 1970, cité dans « Manifeste du FLQ », octobre 1970) « J'en ai marre parce que c'est le genre d'idéologie qui font que l'Orchestre Métropolitain, devenu l'« orchestre à Péladeau » [...], a pour ainsi dire gommé de son mandat cet article qui énonçait sa volonté de commander et de diffuser les œuvres de compositeurs québécois, une idéologie qui se répand au Festival de Lanaudière et maintenant jusque sur l'étagé du FM de la Société Radio-Canada (« les chefs-d'œuvres du passé »). » (Michel Gonnelville, « Faire face à la musique », *Circuit : musiques contemporaines*, vol. 7, n° 1, 1996, p. 19-25. DOI: 10.7202/902149ar)

⁴¹ La 9^e symphonie de Beethoven – qu'on entend sans plus l'écouter – fait écho, notamment, à la Révolution française. Notre propre révolution, parce qu'elle a échoué, est historiquement qualifiée de Rébellion (1837-1838), un terme qu'on n'osera toutefois pas associer à l'incendie du Parlement du Canada-Uni à Montréal par les *Tories* quelques années plus tard (1849). Comme aujourd'hui, ces conservateurs étaient attachés au *statu quo* constitutionnel, contre les patriotes. Mais, que voulez-vous ? À moins qu'on « dispose de la liberté nécessaire pour prendre les décisions qui s'imposent quant à son avenir culturel » (comme le stipule la politique culturelle du *Canada*), on ne réécrit pas l'histoire. Stigmate de la défaite, certains compatriotes porteurs de revendications – et de carrés rouges – furent récemment encore vulgairement associés à la rue et au désordre par le *Tory* John James Charest et sa troupe de marionnettes, une entreprise du domaine de l'acculture qui donne l'exemple en étant financée par le secteur privé. Pourtant, nous n'avons pas souvenir que les Libéraux aient osé associer les Premières nations à la rue et au désordre lors de la Crise d'Oka... Rappelons ces paroles de Michel Chartrand datant de 1970 : « Jamais on ne me fera cracher sur les gars qui posent des bombes. Ils ont le droit de ne pas être contents, ces gens-là. Le système capitaliste est fondé sur la violence et il engendre nécessairement la violence. [...] Voler une élection au moyen de l'argent et du terrorisme économique, c'est bien plus hypocrite et anti-démocratique que la dynamite. J'admets qu'il y ait des gars éceurés qui sont prêts à prendre les moyens autres que « démocratiques », parce que la démocratie parlementaire n'existe plus au Québec. » (Fernand Foisy, *Michel Chartrand : Les dires d'un homme de parole*, Michel Brulé, Montréal, 2012, p. 82) Et celles de Gaston Miron : « Pourquoi pas la violence physique alors ? Parce qu'elle est immorale. Et elle est immorale, pas en tant que violence, elle est immorale parce que, dans la conjoncture actuelle, elle n'a aucune chance de réussir. Elle est immorale en tant que mauvaise stratégie. La violence qui réussit n'est pas immorale. « Le crime de votre père est dans son irrésistibilité », disait déjà De Lorimier en 1837... Quant à l'Église, elle a condamné toutes les révolutions depuis 1789 sauf les révolutions fascistes, parce que celles-là, elles réussissaient. [...] Ceci étant dit, en ce qui concerne le passé on ne me fera jamais renier les gars du FLQ, pas plus que les gars de 1837. » (Gaston Miron, « Identifier clairement l'ennemi et ses tactiques... remettre à l'honneur le projet global... », *Gaston Miron : un long chemin*, *op.cit.*, p. 421) Rappelons encore que Chartrand et Miron (et quelques centaines d'autres) furent détenus en 1970 en vertu de la Loi sur les mesures de guerre au centre de détention de la Sûreté du Québec sur la rue Parthenais, à quelques pas de la prison du Pied-du-Courant sur l'Avenue de Lorimier où furent détenus les patriotes de 1837-1838 sous la loi martiale. Une interdiction de se rassembler fut promulguée par le gouverneur Gosford en 1837, par le maire Drapeau en 1969 et par le premier ministre Charest en 2012, à chaque fois pour maintenir le *statu quo* et les pouvoirs d'argent au détriment d'une réelle démocratie – représentative et éclairée. Les « casseroles » autour de la maison de Charest en 2012

accompagné par des amuseurs public (tiens donc) pour divertir la populace à l'extérieur de la salle (était-ce une exigence du public ? Ou du *Canada Council* ?...). Pour l'occasion, le compositeur québécois Julien Bilodeau reçut la commande ferme (tiens donc) de s'inspirer de l'œuvre d'un vrai compositeur pour concocter ce qui, dans le cadre de ce programme et aux yeux de l'OSM, n'est rien du tout. Pourquoi ne pas avoir interprété *Fleuves*, de Gilles Tremblay, comme plat de « résistance⁴² » ? Parce que vos œuvres nous servent de hors d'œuvres, nous répond Méga-No⁴³. Et nous applaudissons chaudement. Nous aimons tant les hors d'œuvres, nous qui sommes nés pour un p'tit pain ! Nous avons déjà applaudit plus tôt dans la soirée lorsque Lucien Bouchard, qui a toujours une salade à nous vendre quand il ne se vend pas lui-même, profitait de son discours pour nous vanter la « vision » et le « *leadership* » de John James Charest⁴⁴. Avec des ennemis pareils, pas besoin d'amis ! Au fond, chef du camp du NON ou chef du camp du OUI, quelle différence de « vision » cela fait-il lorsque votre

rappellent ainsi les « charivaris » de 1837 alors que des citoyens se rassemblaient autour de la maison d'un « antipatriote » pour y faire du tintamarre.

⁴² La situation n'a rien de nouveau : « Serait-il possible que Gilles Tremblay ait dérangé par ses œuvres ou suscité la controverse ? Sébastien Leblanc-Proulx nous rappelle que l'épisode de la création de *Fleuves* avait fait des remous... Au téléphone, il me raconte que *Fleuves* devait être créé par l'Orchestre symphonique de Montréal le 11 mai 1976, mais que le chef, Rafael Frühbeck de Burgos, décide d'annuler la représentation cinq jours avant ladite date, sous prétexte de n'avoir « pas eu assez de temps pour pratiquer la pièce ». Dans le contexte tumultueux de l'époque – année des Jeux olympiques à Montréal, première élection du Parti québécois au pouvoir, mouvement de révolution tranquille – cette décision suscite l'indignation du milieu francophone qui la reçoit comme un « soufflet » aux artistes québécois. Les lettres ouvertes dans les journaux fusent et même le premier ministre Robert Bourassa en sera informé suite à une intervention de Maryvonne Kendergi ! Ce sera finalement Serge Garant qui créera cette première œuvre de Tremblay jouée par l'Orchestre symphonique de Montréal un an plus tard. Mais encore une fois, ça ne se produit pas sans remous... Comme l'œuvre nouvelle est placée à la fin du concert, la moitié du public disparaît à l'entracte, visiblement peu intéressé, et la dernière note de *Fleuves* est couronnée d'un désormais célèbre « GARBAGE ! » lancé dans l'assistance (et encore bien audible dans l'enregistrement de Radio-Canada !) suivi d'une vague de protestation et d'applaudissements qui durent plus de cinq minutes, sans compter les discussions vives après le concert. On qualifiera même l'événement d'un « *Sacre du Printemps* québécois » ! (Claire Cavanagh, « « Fleuves », création en eaux tumultueuses », Blogue *Gilles Tremblay 2009/10*, 25 mai 2010, <http://hommagetremblay.wordpress.com/> [consulté le 2 juillet 2013])

⁴³ « Si l'on parle du Québec, peu de pays au monde ont actuellement autant de créateurs et de créations qui se font dans le domaine du théâtre, de la poésie, de la peinture, de la musique, de la danse. C'est assez incroyable qu'un si petit peuple donne autant de création. [...] Si on ne porte pas cette culture [...], si on ne la porte pas au peuple, on le méprise en décidant ce qui n'est pas fait pour lui. On ressent un profond mépris envers ce peuple lorsque certains décideurs décident par leurs propres critères que cela n'intéresse pas le public. » (Transcription d'une entrevue de Gilles Tremblay diffusée en 2003 sur les ondes de la Chaîne culturelle de Radio-Canada, cité dans Daniel Turp, « Gilles Tremblay et le devenir musical du Québec : un homme d'idées, de convictions et de projet », *op.cit.*, p. 85)

⁴⁴ « Premier concert de l'OSM dans sa nouvelle salle », Radio-Canada, 8 septembre 2011, http://www.radio-canada.ca/nouvelles/arts_et_spectacles/2011/09/07/001-osm-inauguration-nouvelle-salle.shtml [consulté entre le 29 juin et le 3 août].

propre indépendance financière est assurée⁴⁵? Aussi, pour signer un chèque avec l'argent des contribuables afin d'élever du béton, vraiment, ça prend tout un sens du « *leadership* ». Oui, je me souviendrai de 2002 comme de l'an 1 avant J.-C., Lui qui nous apporta la Bonne Nouvelle avec béatitude : bienheureux vous les pauvres, car mon royaume, c'est ce qui vous appartient.

Et ça n'arrête pas ; on donne aussi aux médias de quoi faire leurs choux gras. À l'automne 2012, généreusement invité par Méga-No à servir d'orchestrateur de service, le compositeur Maxime McKinley aura été dans l'ombre de DJ Champion⁴⁶. On fait du populaire, du classique... et la création artistique d'ici ? Et notre propre expertise ? Et notre propre patrimoine ? Ne vous inquiétez pas, on paie notre mercenaire étranger adoré Kent Méga-No un montant d'un million et demi de dollars pour quinze semaines de travail⁴⁷ pour venir nous dire, dans un parc près de chez nous, que ça n'a aucune importance. Pendant ce temps, le québécois Simon Leclerc assume son rôle de souffre et a dirigé l'OSM à l'occasion du « concert » avec *Simple Plan*, un groupe franglo-québécois qui chante le déclin de la conscience nationale partout à travers le monde. Pour ceux que tout ceci dérange, rassurez-vous : le très nationaliste Lucien Bouchard, le *yes man* à *Talisman*⁴⁸, entre deux poignées de main à Ti-Jean Collabo-Chrétien, voit

⁴⁵ « Toutefois, je sais que ceux qui s'en sont sortis par le salut personnel ou ceux à qui une situation de classe a évité le naufrage avec le grand nombre récusent l'affirmation des éléments conscients de ce grand nombre ; ils sont enfermés dans une position exclusivement individualiste, caractéristique dominante de l'idéologie bourgeoise. Les assimilés, eux, la récusent encore plus violemment ; à leur insu ou par conviction, ils ont adopté l'image que l'altérité leur renvoie d'eux-mêmes : leur spécificité est abolie en l'autre et, pour se donner le change, ils n'en ont conservé que le pittoresque, frange ou mord encore le mépris de l'autre. Cependant, les contradictions s'amoncellent pour les individualistes comme pour les assimilés. Devant l'émergence de l'authenticité et de l'efficacité retrouvées, ou ils se durciront et apparaîtront de plus en plus comme réactionnaires, ou ils dépasseront leur réalité subjective en se reconnaissant solidaires de tous. » (Gaston Miron, *Gaston Miron : un long chemin, op.cit.*, p. 60-61)

⁴⁶ De façon prévisible, *La Presse* du 29 septembre 2012 titrait : « Kent Nagano et DJ Champion; Un duo qui détonne ». À terme, Nagano aura été photographié aux côtés de n'importe qui... sauf d'un compositeur de musique de concert. Il y eut peut-être une exception faite à l'occasion du premier – et aussitôt dernier – Concours international de composition de l'OSM créé, écrit-on, à l'initiative de Nagano afin de « développer des liens durables entre l'OSM et les compositeurs d'aujourd'hui ». On doit en conclure que, le 10 janvier 2007, l'expression « compositeurs d'aujourd'hui » était à prendre au sens littéral. (Site de l'OSM, http://composition.osm.ca/fr/index_concours.cfm?screen=1280 [consulté le 1^{er} janvier 2013], disparu depuis, repris dans Jocelyne Tourangeau, « Concert – Finale du prix international de composition de L'OSM », *Planète Québec*, 9 janvier 2007, <http://planete.qc.ca/culture/vie/jocelynetourangeau/jocelynetourangeau-912007-124636.html> [consulté entre le 27 juillet 2013]) Il n'existe plus aucune trace de ce Concours sur le site de l'OSM.

⁴⁷ Guillaume Bourgault-Côté, « Le fédéral limiterait-il le salaire de Nagano, *Le Devoir*, 13 septembre 2010, <http://www.ledevoir.com/politique/canada/296102/le-federal-limiterait-il-le-salaire-de-nagano> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012].

⁴⁸ *Talisman Energy inc.* est une compagnie gazière dans laquelle Desmarais (un nom déjà dénoncé dans le *Manifeste du FLQ*) détient des intérêts (par l'entremise d'une compagnie partenaire, Intragaz Exploration SEC). Lucien Bouchard fut le porte-parole de l'Association pétrolière et gazière du Québec jusqu'au 7

clair et tape fort sur la table du conseil d'administration de l'OSM pour que ça change. Aura-t-il le courage du regrettable Trudeau : ira-t-il jusqu'à mettre son siège en jeu pour du changement? *Just watch.*

février 2013, payé par *Talisman* dont il demeure l'avocat. Dubuc boucle la boucle dans *La Presse* à Desmarais avec un récit cousu de fil blanc : « sa présence [à Lucien Bouchard] dans ce dossier [des gaz de schistes] ressemble fort à un choix idéologique : celui d'un ancien politicien qui veut contribuer à secouer une culture collective qui entretient la paralysie et compromet la création de richesse. » Et, plus loin : « le Québec ne doit se lancer dans cette aventure que si on élimine les risques, si on défend les intérêts des citoyens, si on protège l'environnement. On n'y arrivera pas avec des croisades, mais avec de l'analyse, de la réflexion, des faits. En somme, en étant lucides... » Merci, Dubuc ; je crois que c'est suffisamment clair déjà. (Alain Dubuc, « Gaz de schiste : le temps de la lucidité... », *La Presse*, 26 janvier 2011, <http://www.lapresse.ca/debats/chroniques/alain-dubuc/201101/25/01-4363633-gaz-de-schiste-le-temps-de-la-lucidite.php> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012]). Desmarais détient également des intérêts dans les gaz de schistes par ses actions dans Gaz Métro (une filiale privatisée qui appartenait autrefois à Hydro-Québec) de même que dans les sables bitumineux de l'Alberta via ses actions dans l'entreprise pétrolière française Total. Le 20 février 2013, *Talisman* annonçait la suppression de quatre-vingt-dix emplois à son siège social de *Calgary*, une compression rendue nécessaire par la chute du prix des gaz naturels. Le même jour, le gouvernement Albertain annonçait un déficit plus important que prévu pour l'année en cours, pour la même raison que *Talisman*. Par ailleurs, rappelons que John James Charest (avocat) a succédé à Lucien Bouchard (avocat) au Ministère de l'Environnement sous le gouvernement Conservateur de Brian Mulroney (avocat émérite); que Mulroney, un ancien de *Iron Ore*, une compagnie dénoncée dans le *Manifeste du FLQ*, est un ami de longue date de Paul Desmarais, pour qui il a travaillé ; que Bouchard s'est lié d'amitié avec Desmarais alors qu'il était ambassadeur à Paris, nommé par Mulroney ; que la Caisse de dépôt et de placement du Québec – avec à sa tête Michael Sabia, nommé par Charest – est un des actionnaires principal de *Talisman Energy inc.*; que le prédécesseur de Sabia, Henri-Paul Rousseau, fut engagé par Desmarais après son départ de la Caisse ; que Paul Desmarais fils est le gendre à Jean-Christien ; que Paul Martin, le successeur de Jean Christien, a connu Desmarais dès les années 1960 et a fait fortune en acquérant de lui la compagnie *Canada Steamship Lines* qui profitait encore des paradis fiscaux de la Barbade alors qu'il était premier ministre. Mulroney, Bouchard, Charest, Sabia, Christien : tous ces gens se sont déjà retrouvés au domaine des Desmarais à Sagard. Ces rencontres n'ont pas à être déclarées comme du *lobbying*, puisqu'elles sont de nature amicale. À ces amitiés bien placées des Desmarais s'ajoutent, notamment, celles de Nicolas Sarkozy et Georges W. Bush. Desmarais a également confié des tâches au sein de sa compagnie à Pierre Elliott Trudeau et Daniel Johnson (fils), entres autres hommes politiques. (Sources : Louis-Gilles Francoeur, « Politiques énergétiques – Jusqu'ou va l'influence de Power ? », *Le Devoir*, 11 mai 2011, <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/323065/politiques-energetiques-jusqu-ou-va-l-influence-de-power> [consulté le 30 mai 2013], Éric Granger, « Les Desmarais mentent : c'est la famille la plus influente du Canada », 16 mai 2012, <http://ledecodeur.info/2012/05/16/les-desmarais-mentent-cest-la-famille-la-plus-influente-du-canada/> [consulté le 30 mai 2013], Power Corporation du Canada, *Wikipédia*, http://fr.wikipedia.org/wiki/Power_Corporation_du_Canada#cite_ref-18 [consulté le 30 mai 2013], Richard Le Hir, *Desmarais, La dépossession tranquille*, op. cit, Bertrand Schepper, « Ceux qui veulent exploiter rapidement le pétrole d'Anticosti », Institut de recherche et d'informations socio-économiques, 15 juin 2012, <http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/ceux-qui-veulent-exploiter-rapidement-le-petrole-danticosti> [consulté le 1^{er} janvier 2013]) Le 30 octobre 2012, suite à l'élection du Parti Québécois, *Talisman Energy inc.* annonce qu'elle radie l'ensemble de ses investissements (d'une valeur de 109 millions de dollars avant impôts) dans le secteur des gaz de schiste au Québec. (Mathieu Lamothe et *La Presse*, « Gaz de schiste : Talisman jette l'éponge », *Le Nouvelliste*, 31 octobre 2012, <http://www.lapresse.ca/le-nouveliste/actualites/201210/31/01-4588736-gaz-de-schiste-talisman-jette-leponge.php> [consulté le 31 octobre 2012].

III

*La force, parvenue à son point le plus haut, emprisonne l'homme dans ses systèmes*⁴⁹.

Pierre Vadeboncœur, 1963

Qui défend le fédéralisme avec énergie? Ceux qui en tirent tout leur pouvoir. Ceux qui ont créé de toute pièce le système qui les sert si bien. Tantôt ils nourrissent la bête, tantôt ils s'en nourrissent bêtement, ainsi que leur famille, puis leurs amis, et tous leurs loyaux collabos. Qu'ils profitent du fait que le *statu quo* n'est plus acceptable pour personne afin de procéder à des réformes trahissant la volonté populaire (Trudeau)⁵⁰, qu'ils se satisfassent de 24% des voix parmi les électeurs inscrits pour affirmer détenir « un mandat clair » (Charest)⁵¹, qu'ils se fassent élire sans un Québec isolé dans l'inconfort de sa différence (Harper)⁵², bref : qu'ils annexent pour assimiler ou qu'ils divisent pour régner, nos valeureux chevaliers du fédéralisme gagnent. Dans le cas de Harper, on pourrait même dire que tout règne dans l'huile. Alors, que fait le Québécois dans la tempête ? Pagaille-t-il, paye-t-il de toutes ses forces pour échapper à sa dérive en ce continent ? NON. Il préfère sa propre répression à toute révolution. Il préfère se laisser porter, tantôt par la vogue adéquiste, tantôt par la vague orange – de brusques changements gauche-droite symptomatiques d'un peuple sans gouverne sur son pays⁵³. Pour lui, l'assimilation est un long fleuve tranquille ; mais, s'il n'y avait pas eu Papineau, Bourgault, Falardeau et combien d'autres, celui qui prend sa candeur pour une vertu ne serait même plus là pour se laisser couler en douce. À l'occasion de

⁴⁹ Pierre Vadeboncœur, « Le retour de Micromégas », *La ligne du risque*, Éditions HMH, Montréal, 1963, p. 228.

⁵⁰ « Si nous en sommes arrivés à la séparation, c'est que M. Trudeau et ses amis ont refusés de considérer que les questions que se posaient la plupart des Québécois pouvaient avoir quelque fondement. » Fernand Dumont, *La vigile du Québec*, Bibliothèque québécoise, Montréal, 2001 [1971], p. 199.

⁵¹ En 2008, le PLQ forme un gouvernement majoritaire en récoltant 1 362 801 voix parmi les 5 738 811 électeurs inscrits. Que pense Dion de la clarté de ce mandat ?

⁵² « C'est un malaise identitaire. Il ne faut pas simplement dire qu'Harper est mauvais et qu'il ne nous représente pas. Il faut nous retrousser les manches et faire quelque chose de concret. Prenons en mains notre destinée et assumons notre existence politique. Assumons l'existence d'un peuple québécois. » (Mathieu Denis en entretien dans Philippe Gendreau, « Maintenir le déséquilibre : rencontre avec Simon Lavoie et Mathieu Denis », *Liberté*, n° 127, automne 2012, p. 58) Gaston Miron écrit quant à lui : « Ce n'est pas le nationalisme qui importe, mais la conscience nationale ; celle-ci ne peut-être vivifiée qu'aux sources d'une culture nationale. » (*Gaston Miron : un long chemin, op.cit.*, p. 57)

⁵³ Autrement dit, notre situation néocoloniale brouille l'ensemble des enjeux – et donc les résultats – électoraux.

chacune de ses idylles fédérales, répétant un schéma maladif, le Québécois demande lui-même qu'on mette de l'eau dans son vin⁵⁴. Voyons ça : Layton nous a souhaité une bonne fête de la Reine en pleine Journée nationale des patriotes, sans doute parce que la Reine en a fait davantage pour une « nouvelle démocratie » que les Patriotes victimes de sa royale sanction⁵⁵. Se souvient-on que l'autre Harper, de son prénom Elijah, alors député du très progressiste *New Democratic Party*, a précipité le sabotage de l'accord du Lac Meech? Je me noie, toi aussi. Je-me-moi, toi tant pis. Sait-on que Saganash nous ferait le même coup les yeux fermés⁵⁶? N'étant pas doués pour la nage, les amérindiens surnagent. Ils ne se rendent pas compte que le néocolonialisme *canadian* est notre ennemi commun. Ils préfèrent continuer à parler au même mur de silence, s'y buter et se faire rebuter par la Loi qui porte leur nom en guise de déshonneur⁵⁷. Je nous croyais

⁵⁴ « Il y a enfin ce comportement de nombreux hommes politiques québécois qui reviennent indéfiniment se cogner la tête contre le vieux mur fédéral, qui s'irritent de l'intransigeance d'Ottawa, rongent leur frein en privé, rêvent d'une révision constitutionnelle qui ne viendra jamais, d'un statu particulier qui est mort avant que d'être né, d'un fédéralisme coopératif ou rentable qui est tellement peu en accord avec la réalité et la logique du système qu'il se transforme inévitablement en un fédéralisme vulnérable, ingrat ou rampant, qui laissent entendre que le Québec pourrait bien un jour se fâcher et faire cavalier seul si l'on persiste à lui tenir la dragée haute, mais qui n'en continuent pas moins à croire en un fédéralisme mythique, à multiplier des professions de foi qui sonnent de plus en plus creux, à s'enfoncer dans leur dénégation et à pratiquer la politique de l'autruche parce qu'ils ne peuvent assumer l'effrayante responsabilité de prendre la tête de leur peuple et de le mener courageusement vers le seul destin qui soit à sa mesure et réponde à ses besoins. Ces compromis font partie intégrante de notre héritage collectif. » (Camille Laurin, « Comment je suis devenu souverainiste », *Une traversée du Québec*, l'Hexagone, Montréal, 1999 [1972], p. 43)

⁵⁵ Source : NPD, <http://www.npd.ca/article/d-claration-jack-layton-chef-npd-l-occasion-f-te-victoria> (consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012 [NDLR : l'information est aujourd'hui disparue]). Quant au nouveau chef Thomas Mulcair, il dit ceci à propos de la souveraineté : « Pour ma part, je me fais partie de ce que j'entrevois comme aidant (*sic*) les gens que j'essaie de représenter et je ne vois pas comment des bouleversements comme ça pourraient aider le commun des mortels. [...] Les gens commencent à identifier les dossiers sociaux et économiques et pas juste fédéralistes/souverainistes. [...] C'est une ligne un peu plus classique en politique nord-américaine et européenne, dire gauche/droite sur l'économie et le social plutôt que sur une ligne artificielle comme la constitution. » (La soirée est encore jeune, *Radio-Canada*, 16 novembre 2012, http://www.radio-canada.ca/emissions/La_soiree_est_encore_jeune/2012/emissions.asp [consulté le 19 août 2013]). Donc, Mulcair est contre la souveraineté parce que ça bouleverserait les pauvres mortels ; mais, dans le même temps, c'est une ligne artificielle sur le plan politique. Continuer à brandir l'épouvantail de la peur tout en disant n'importe quoi, c'est ça, la « politique autrement » du *NDP*. Évidemment, être un parti socialiste qui ne pas fait aussi la promotion de la liberté des peuples est une contradiction inouïe, et pas du tout « classique ». Mulcair le sait. Mais il sait aussi qu'il ne peut se faire élire au Canada sans nier le Québec. Son fédéralisme est donc purement partisan, et donc complètement « artificiel ». Pierre Vadeboncoeur, qui s'était d'abord réjoui de la fondation de ce parti en 1961, s'en est rapidement dissocié et pour toujours, se rendant compte de son incapacité fondamentale à répondre aux besoins du Québec.

⁵⁶ Hélène Buzzetti, « Saganash est seul avec ses propos sur la partition du Québec », *Le Devoir*, 5 novembre 2011, <http://www.ledevoir.com/politique/canada/335398/saganash-est-seul-avec-ses-propos-sur-la-partition-du-quebec> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012].

⁵⁷ L'actuelle « Loi concernant les Indiens » qui fut proclamée « L'acte des sauvages » en 1876. Rappelons que les membres des Premières nations ne sont pas reconnus par l'appareil néocolonial fédéral

pourtant capable de Paix, mes braves.

Pour comble d'horreur, voici que tous nos échecs constitutionnels, qu'on croyait morts et enterrés, reviennent nous hantés, réanimés par l'éclair d'un sans génie : eh oui, Frankie-Frankenstein-Legault promène sous nos yeux le golem de notre chair à britanno-canon. Était-ce nécessaire ? Legault, cette grotesque caricature de ce que nous sommes devenus, nous propose de mettre les lambeaux de la Nuit des longs couteaux sur la glace et de geler nos plaies pour dix ans. Ça fera même pas mal. C'est donc un non-mal non-nécessaire. La faillite du Québec inc. : du grand spectacle à petit déploiement intellectuel. L'affaire Lutfi est révélatrice. Candidat démis de la CAQ, Kamal G. Lutfi, qui réside au Québec depuis 37 ans, a tenu, lors d'un échange sur Tweeter, plusieurs propos disgracieux à l'endroit de son peuple d'accueil, tels que : « comment répondre à ce député quand le discours est raciste pour les séparatistes en abolissant le multiculturalisme (*sic*)⁵⁸ ». Sur le site internet de la *Canadian Broadcasting*

comme étant des citoyens : ils sont « en réserve » sous sa tutelle. Les déclarer citoyens sans leur offrir de contrepartie conduirait à leur assimilation accélérée. Similairement, le Québec n'a pas accepté de signer la Constitution du colonisateur sans la contrepartie d'un statut spécial, statut sans lequel il serait condamné à une assimilation accélérée. Rappelons que la loi 101 est inconstitutionnelle (et donc illégale en regard de la plus haute Loi du pays). Ce qui reste de cette loi – suite aux amendements qu'ils l'ont affaiblie – n'est protégé que par la clause nonobstant. Nonobstant, certains Québécois ont cru bon voter NON, démontrant à quel point ils sont attachés à l'appareil néocolonial fédéral. L'appareil leur rend la pareille et les trouve très attachants. Dubuc débarque et nous dit de lâcher prise ; non pas parce que la cause souverainiste est mauvaise, mais parce qu'elle est perdue (Alain Dubuc, *À mes amis souverainistes*, Éditions Voix Parallèles, 2008). Celui qui nous dit que le bateau coule, c'est le même qui écope à l'envers depuis belle lurette du haut de la tribune qui lui est offerte par le magnat fédéraliste Desmarais. Dubuc semble ignorer que les plus hautes aspirations humaines n'ont pas d'interrupteur ouvert/fermé. Ce que veulent les souverainistes est pourtant simple : avoir un pays comme tous les autres pays ; être normal plutôt que dysfonctionnel. Entre 1945 et 2012, le nombre d'États indépendants est passé de soixante-douze à cent quatre-vingt-quinze. Et nous, à quel moment devons-nous mettre fin à notre patiente vigile et cesser de préserver ce qui pourrait être pour les générations futures un plan pour l'avenir d'ici ? Dubuc nous dit que mener une lutte sans victoire nous mine ; bref, il veut qu'en plus de la défaite militaire et politique, nous concédions la défaite morale (par la signature de la Constitution, ce qui équivaut à signer notre arrêt de mort par assimilation). Moi, je dis que les plus démunis sur le plan moral ont bien le droit de déposer leurs armes – s'ils ne les ont jamais prises ; mais, je les implore : de grâce, n'entraînez pas les autres avec vous dans votre désengagement malsain (Louis D'Aragnon l'a exprimé moins poliment dans le *Traité du Style* : « Tuez-vous ou ne vous tuez pas. Mais ne traînez pas sur le monde vos limaces d'agonie, vos charognes anticipées...»). Rappelons, pour finir, que l'appareil néocolonial fédéral soutient Israël et ses colonies (déclarées illégales par l'ONU) et qu'il fait partie des neuf juridictions sur cent quatre-vingt-treize ayant voté contre la demande de la Palestine d'obtenir un statut d'État non-membre à l'ONU. Parmi les autres pays ayant voté contre, on retrouve notamment les Îles Marshall, la Micronésie et les Républiques de Nauru, de Palau et du Panama. Oui, elle est grande, la nation *canadian*. (Alexandra Geneste, *Le Monde*, « La Palestine obtient le statut d'État observateur à l'ONU », 30 novembre 2012, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/11/30/la-palestine-obtient-le-statut-d-etat-observateur-a-l-onu_1798337_3218.html [consulté le 1^{er} janvier 2013]).

⁵⁸ Source : La soirée est (encore) jeune, <http://lasoireeestencorejeune.tumblr.com/post/27734817801/separatisme-racisme-candidat-de-la-caq> [consulté le 1^{er} janvier 2013].

Corporation, on rapportera que Lutfi a fait « allusion » au fait que « certains » souverainistes étaient racistes⁵⁹, alors que ses propos sont pourtant littéraux et

⁵⁹ « *Coalition Avenir Quebec Leader François Legault has dropped Laval candidate Kamal G. Lutfi from his roster for hinting via Twitter that some sovereigntists are racist* ». (« CAQ drops candidate over sovereignty tweets », CBC, 22 juillet 2012,

<http://www.cbc.ca/news/canada/montreal/story/2012/07/22/caq-candidate-pulled-after-tweets.html>

[consulté le 22 juillet 2012]). De plus, notons que le titre de l'article (*CAQ drops candidate over sovereignty tweets*) laisse entendre que c'est en dénonçant le projet souverainiste que Lutfi aurait été démis, et non parce qu'il associe ce mouvement au racisme – ou, plus simplement, parce qu'il a prouvé son manque de connaissance des enjeux québécois dans le cadre d'une élection québécoise. Pourtant, sur quelles bases les Premières nations réclament-elles des droits particuliers, sinon celles de leur histoire, de leur sentiment d'appartenance au territoire et de la protection de leur identité ? Bien sûr, défendue par les autres, la liberté est une cause noble, alors que défendue par les Québécois, elle n'est que tribalisme sectaire. Remarquez aussi que les membres de la nation algonquine n'ont pas à risquer l'opprobre en se qualifiant « de souche » pour qu'on comprenne qu'ils appartiennent à une nation qui n'est pas la nôtre. Mais la nation québécoise, tout le monde devrait y appartenir du moment qu'il pose les pieds dans la province. Cause ou conséquence, contrairement aux Premières nations, les Québécois ne bénéficient d'aucun pouvoir politique officiel accordé sur la base de leur ethnicité. Ainsi noyé dans le grand *Tout canadien*, locataire d'un sous-État de province du type Radeau de la Méduse, le peuple Québécois ne doit son existence qu'à sa propre volonté de se nommer. Le problème est pourtant simple : d'ici à ce que le Québec devienne un État-nation nécessairement inclusif, il ne peut être qu'une nation nécessairement exclusive, au même titre que la nation algonquine ou acadienne. Il n'en a jamais été autrement dans aucune société moderne. Voilà de quelle façon le multiculturalisme nuit, au Québec, à l'intégration des immigrants à une société commune : on demande aux Québécois d'intégrer des minorités alors qu'ils sont eux-mêmes minoritaires ! Si une minorité peut en intégrer une autre à la culture de la majorité, alors pourquoi ne pas laisser les résidents du quartier chinois intégrer les Québécois à la citoyenneté *canadian* ? Ils pourraient nous montrer comment ne pas afficher en français. Dans la tête du docteur en sociologie Stéphane Dion, tout ceci est parfaitement cohérent. Une biculture qui pratique la multiculture tant que ça ne contrevient pas à la Charte des droits, c'est aussi évident que 2 et 2 font 3. C'est depuis *Ottawa* que docteur Dion veille à ce que nous soyons ainsi traités aux petits soins palliatifs. Un peu plus de morphine, docteur, je suis encore conscient de votre ineptie et c'est insupportable. On nous dira qu'au *Canada*, pays multiculturel *coast to coast*, il n'y a pas de culture majoritaire. On y parle anglais par pur hasard. Pas parce qu'il s'agit d'une colonie anglaise, ça non. Ses gouverneurs représentants de la Reine, elle-même représentée sur notre monnaie, ce n'est rien. D'ailleurs, les *canadians* sont ouverts au bilinguisme, car ainsi chaque communauté parle une autre langue, et l'anglais. Bref, tout le monde parle leur unilinguisme à eux. À l'origine, selon ce fumeux bilinguisme institué par le regrettable Trudeau, pour la première fois de l'histoire de l'humanité, la majorité allait apprendre la langue de la minorité. Docteur, un peu de morphine. Autrefois, la langue de la minorité était le français ; bientôt, on ne saura plus trop. Les Pratte et compagnie nous diront que plusieurs pays sont constitués d'une constellation de communautés sans que l'une ou l'autre ne se sente menacée. Des communautés millénaires comme en trouve en Inde, peut-être. Ou en Indonésie, où on dénombre plus de 700 langues. Sauf qu'en Indonésie, précisément, on a défini, au vingtième siècle, l'indonésien comme langue commune, une langue créée et partagée par tous sans qu'elle n'appartienne à aucune communauté particulière, de sorte qu'elle ne porte préjudice à personne. Le *Canada*, lui, a une culture et une langue majoritaire issue d'une colonisation toute récente et qui porte préjudice à des millions de personnes. Pour Pratte inc., ce détail ne change rien à l'affaire. Le peuple britannique, après tout, n'est que le plus grand peuple colonisateur de l'histoire. Un peuple qui, ne pouvant réprimer sa nature compulsive, se partageait déjà les Balkans avec Staline avant même que la Deuxième Guerre ne soit terminée. On nous dira que c'est de la vieille histoire. Aussi vieux, peut-être, que le conflit Israëlo-Palestinien (dont le territoire était anciennement sous mandat britannique), la ségrégation raciale en Afrique du Sud (résiduelle de l'Apartheid maintenu officiellement jusqu'à l'aube du 21^e siècle) ou les tensions civiles en Irlande (provoquées par des siècles de colonisation sauvage). Mais ceci n'affecte pas le moral de docteur Dion, toujours affairé à maquiller le cadavre ; ou, dit autrement, à traiter les symptômes plutôt que de poser le diagnostique qui s'impose. Paraît-il que sa thèse

de doctorat sur les fleurs de tapis reçue la mention « avec honneur ». La démarche scientifique des créationnistes d'*Ottawa* en arrive à des résultats formels : les pays naissent par génération spontanée. Considérons donc le *Canada* comme une catastrophe de type *Act of God* dont la Constitution, fraîchement rapatriée sans référendum, affirme la suprématie de Dieu dans un État qui se voudrait laïc. Pour Dion, c'est comme parler d'un Québec fort dans un Canada-Uni : parfaitement cohérent. Pratte-vente-de-feu nous dira que, malgré ses travers, le système *canadian* fonctionne. Tellement, oui, qu'il marche tout seul, sans le Québec. Et ces rapports bancals que le Québec est parvenu à établir de haute lutte, nos chiens savants d'*Ottawa* les croient tombées du Ciel. Déluge de conneries. Oui, le système *canadian*, il fonctionne. Voyons ça. Malgré la légitimité fondamentale de leur principale revendication – qui vise à faire du Québec une société moderne normale plutôt qu'une fiction paranormale –, les Québécois indépendantistes sont régulièrement accusés de racisme. Tous, à l'exception de quelques-uns comme Jean Alfred (premier député Noir du Québec, élu en 1976), David Levine, Djemila Benhabib, Maka Kotto, Sol Zanetti, etc., allez savoir pourquoi... Lorsque l'indépendantiste Juif Salomon Cohen explique que les communautés juives votent de façon concertée, on ne trouve rien à redire. Mais le méchant Québécois Blanc Parizeau, lui, on ne le rate pas. Ça n'a rien à voir avec son ethnicité, mais on lui reprochera sa déclaration sur le vote ethnique jusqu'à la fin des temps tout en demeurant silencieux sur le fait que la communauté italienne, durant les années soixante, s'est opposée à toute coercition visant à faire de la langue française la langue d'enseignement des immigrants, s'essayant ainsi littéralement les pieds sur notre lutte historique – qu'elle a probablement confondu avec un paillason de bienvenue. Heureusement, on a pu compter sur l'intervention d'*Ottawa*, par un joli mois d'Octobre, pour rappeler à toutes les multicultures l'importance de notre culture. Je ne me souviens pas que la communauté italienne ait fait amende honorable en 1995. Je me souviens cependant qu'elle a voté massivement pour l'Italien Tony Tomassi, ancien député fédéraliste aujourd'hui accusé de fraude. Mais ce n'était pas du vote ethnique, ça... Et si les libéraux ont placé le bon Tony – qui ne possédait aucune expérience politique – dans la circonscription de Saint-Léonard, ce n'était pas non plus pour capitaliser sur le vote ethnique. Et si Denis Coderre s'adresse en anglais à des représentants de la communauté juive hassidique en leur disant « *If you want my friendship, if you want my support, don't divide the vote* » (« Coderre promet son "amitié" aux hassidim », *Radio-Canada*, 1^{er} novembre 2013, <http://www.radio-canada.ca/sujet/Elections-Montreal-2013/2013/11/01/001-video-denis-coderre-communaute-hassidique.shtml> [consulté le 1^{er} novembre 2013]), ce n'est pas non plus pour conforter chacun dans son refus de participer à une culture commune. Non, vraiment, tout le monde est probe, sauf le méchant Parizeau. Les moins acerbes de ses détracteurs disent qu'il nuit à la cause qu'il défend. Pourtant, si un membre de la nation algonquine nous disait que la faiblesse politique de son peuple s'explique par le vote ethnique, est-ce qu'on le traiterait de raciste, ou est-ce qu'on lui concéderait cette vérité de la pâlisserie ? Si les Chinois ont construit un chemin de fer à travers l'Himalaya, peut-on convenir que ce n'est pas par amour du ski alpin, mais pour transporter des colons afin de compléter l'ethnocide du peuple tibétain ? Bientôt, tout le monde en Chine sera Chinois, même au Tibet. Ici, c'est déjà fait : tout le monde au Québec est Québécois. La réaction – toujours vive – aux propos de Parizeau nous prouve qu'on ne peut plus dire le contraire. Aussi que, sortant de la bouche d'un méchant Québécois Blanc, les faits deviennent des agressions. Les allophones – qui appartiennent pour la plupart à des nations qui ne sont pas menacées de disparaître – et les anglophones – qui appartiennent tous à des nations qui ne sont pas menacées de disparaître – ont massivement voté NON, mais il est interdit pour notre peuple de se rappeler ce fait historique dans le contexte d'une lutte pour sa survie. Les Québécois doivent encaisser tous les coups, et s'excuser à la fin. Où, sinon dans une colonie, vit-on pareille situation ? Au bout de 250 ans de cette non-histoire, les Québécois doutent qu'ils sont Québécois ; voilà ce qui devrait indigner chacun sans égard à son ethnie, comme nous n'avons pas à être d'ethnie tibétaine pour s'indigner de leur sort. Si les Algonquins, ou les Acadiens, ou tout autre peuple du monde ainsi ostracisé avait notre chance, celle d'être encore suffisamment nombreux pour se dire « OUI » et se donner leur liberté par des moyens démocratiques, croit-t-on qu'ils se diraient « NON » ? D'ici à ce que la situation soit corrigée, les Québécois sont donc une tache dans l'histoire de la liberté. Ils le sont notamment à la face du Patriote Robert Nelson qui, issu de l'immigration étatsunienne, a rédigé et proclamé la Déclaration d'indépendance du Bas-Canada en 1838. Il pourrait être intéressant de se questionner sur ce qui serait advenu si la révolution des Patriotes (une coalition réunissant plusieurs groupes ethniques) n'avait pas été écrasée par le système colonial britannique ; mais, sitôt arrivé, il est tellement plus simple de s'essuyer les

généralisateurs. Toujours sur le site de la très objective *Canadian Broadcasting Corporation*, des commentaires provenant de lecteurs sont affichés ayant passé le filtre du modérateur, dont on se demande ce qu'il modère : « *The low-level racism, cultural / ethnic revisionism and systemic xenophobia in Quebec are all common knowledge to anyone who has ever lived in Quebec* »; « *> (some)[all]soveregntists are racists really now who knew could it do with all the lovely hate crime/law Quebec made to make anglophones second class citizens ?* »; « *So what is wrong in this guy speaking the ugly truth? He should be applauded for having the guts to do it* ». Plus sagement, voici ce que Maxime Duchesne répond à Lutfi sur une autre tribune : « Pour cette politique multiculturaliste canadienne, la “ nation ” est intrinsèquement politique et la “ culture ” se limite à l'individu. La “ nation québécoise ” selon le système canadien n'est qu'une communauté ethnique parmi tant d'autres, impliquant que l'immigrant ne peut réellement devenir membre de cette nation bien qu'il devienne Canadien dès l'obtention de sa citoyenneté⁶⁰. » Il conclut que « seule l'indépendance pourra mettre fin à cette fragmentation artificielle⁶¹. »

Invariablement, au-delà de la CAQ à Legault qui nous fait dans les mains un joli petit cadeau, éviter de prendre position quant à notre situation néocoloniale renforce le *statu quo* et donc le fédéralisme – que rien d'autre que le *statu quo* ne renforce plus. Pourtant,

pieds sur le paillason de notre lutte historique que de s'y intéresser. Notons en terminant que les membres du groupe pop-rap québécois Loco Locass chantent le pays du Québec en français alors que Biz est né d'un père Néo-Brunswickois, que Chafiik est né d'une mère libanaise et que Batlam est né d'une mère torontoise anglophone sans que personne ne songe à les qualifier d'étrangers ou même à les percevoir comme de « nouveaux arrivants ». Parce qu'ils sont arrivés à ce qui commence, dirait Miron. Pierre Falardeau le résume ainsi : « Moé le monde, j'veux pas savoir d'où ils viennent. J'veux savoir où ils vont. Le monde, ils peuvent être blanc, jaune, noir, mauve, bleu avec des pitons jaune-orange, j'm'en câlisse. S'ils veulent se battre avec moi c'est mes frères. On est pas des racistes. Il faut arrêter de toujours s'excuser. »

⁶⁰ Maxime Duchesne, « Lettre à Kamal Lutfi, (ex-) candidat pour la CAQ : Souverainisme = racisme? Vraiment? », 23 juillet 2012, Huffington Post, http://quebec.huffingtonpost.ca/maxime-duchesne/twitter-caq_b_1692557.html [consulté le 23 juillet 2012]. Voir aussi Maurice Séguin : « En 1840, le Canada-Anglais est en voie de devenir une Nation, mais une Nation-État; le Canada-Français, quant à lui, devient une Nation, mais au sens sociologique du terme, c'est-à-dire un groupe social, une collectivité qui est fixée dans le rôle provincial de nation annexée ». (Maurice Séguin, *op.cit.*, p. 334) Jean-Philippe Trottier écrit quant à lui que « la définition de l'homme imprimée par Trudeau (et figée depuis la réforme de 1982) propose une utopie individualiste fondée sur une vision strictement politique et non culturelle de l'homme, et vouée pour cela à la dislocation du corps social. Par culturel nous entendons ce qui se réfère à une collectivité, à un idéal partagé qui trouve son expression dans une tradition, laquelle tire du passé sa légitimité et son pouvoir légitimant s'incarne de façon organique dans cette collectivité pour lui permettre de se projeter dans l'avenir. » (Jean-Philippe Trottier, « Le philosophe-roi et le bœuf de douleurs », Encyclopédie de L'Agora, 1^{er} avril 2012, http://agora.qc.ca/documents/gaston_miron--le_philosophe-roi_et_le_boeuf_de_douleurs_par_jean-philippe_trottier [consulté le 10 mai 2013]).

⁶¹ Maxime Duchesne, « Lettre à Kamal Lutfi, (ex-) candidat pour la CAQ : Souverainisme = racisme? Vraiment? », *op.cit.*

à en croire certains, le Québec n'aurait plus besoin de l'indépendance, puisque les réformes des dernières décennies lui auraient assuré sa survie⁶². Autrement dit : les bonnes idées, ça suffit! Avez-vous compris? En vérité, comme l'écrivait Michel Vastel : « il n'y a jamais de *statu quo* dans un régime politique. On avance ou on recule, et le Québec n'a cessé de reculer depuis lors [1995]⁶³ ». Ainsi le chante Loco Locass : « On est une gang de gladiateurs : si on gagne pas, on meurt!... ». Nos levées de boucliers, qui se font de plus en plus rares, agacent les *Canadians* qui ont l'arrogance de trouver les Québécois geignards à travers le processus de leur assimilation. Alors on en vient à se discipliner, voire se mépriser soi-même⁶⁴. Le Québécois juge le Bloc comme étant devenu inutile, voire ridicule; mais comprend-t-il que le *Conservative Party of Canada* est le Bloc des *blokes*? Perçoit-il que, depuis la naissance du Parti Québécois qui l'a dévêtu, le royal *Liberal Party of Quebec* apparaît dans toute sa splendide stupi-cupinudité de Bloc des loyalistes en terre francophone? Croit-il donc qu'on la doive au *Liberal Party of Quebec*, la Loi 101, ou à l'incroyable force d'inertie de son apathie? Voit-il que chacun voit à ses intérêts, sauf lui? NON. Le 'tit Québécois a la couenne dure et ne ressent toujours pas le mal du pays. Ce n'est pas encore assez. Il ne se fait pas encore assez varloper. Il déteste se rendre à l'isoloir une fois aux quatre ans, mais

⁶² « Nous sommes rendus plus loin, dit-on. Eh bien, si tout ce monde le croit, grand bien lui en fasse. Quant à moi, qu'ils aillent tous au diable. [...] Je reste avec les laissés-pour-compte, c'est ma solidarité à moi. [...] La vraie richesse d'un peuple ce sont ses solidarités, on a qu'à regarder les peuples qui s'en sortent honorablement. Où sont les nôtres, actuellement ? » (Gaston Miron, *Gaston Miron : un long chemin, op.cit.*, p. 110)

⁶³ Michel Vastel, « Ce monsieur qui valait bien 1800 pages... », *Le Soleil*, 30 mars 2004, repris sur Vigile.net, <http://archives.vigile.net/ds-actu/docs4/3-30.html> [consulté le 2 janvier 2013].

⁶⁴ « Ne pas être maître de sa langue, c'est ne pas être maître de sa pensée ». Ce n'est pas un canadien-français refermé sur lui-même qui l'a dit, mais un immigrant juif, polyglotte, ancien professeur de McGill, philosophe de réputation internationale, humaniste et souverainiste (ayant voté OUI aux deux référendums sur la question) Raymond Klibansky. (Citation de Klibansky rapportée par Georges Leroux à l'occasion d'une discussion publique à l'Auditorium de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 20 mars 2013) Profitons de l'occasion pour rappeler que, contrairement à ce qu'à pu soutenir le regrettable Mordecai Richler, il n'y a pas d'histoire particulière d'antisémitisme chez les canadiens français : « *But was not English Quebec just as anti-Semitic, or more so, than French Quebec of the period? During the 20's, 30's and 40's when McGill University had a quota system for Jews, the Université de Montréal received Jewish law students on their merits. An example is Alan Gold, who became Chief Justice of the Superior Court of Quebec and received many other honours from Quebec and Canada. Even after the Second World War, McGill's Chancellor approved a Jewish quota. And at the same time, the Mayor of Town of Mount Royal advised prospective buyers of properties and homes on the former golf course in the Town that there was a quota system for Jews. On the other hand, there was a synagogue in French Canadian Outremont. [...] And is French Quebec anti-Semitic today? Let's be fair. Few if any jurisdictions in the world other than Quebec provide government funding for private religious schools, including Armenian, Muslim and Jewish schools. This has immeasurably aided in attracting approximately 20,000 Sephardic Jews into Quebec in the last thirty years.* » (William Tetley, « A reply to Mordecai Richler on Anti-Semitism in Quebec », *The Montreal Gazette*, juin 2000 <http://www.mcgill.ca/maritimelaw/history/richler> [consulté le 1^{er} juillet 2013])

n'éprouve aucun malaise à s'y trouver stationné en permanence. Il a depuis longtemps délaissé le champ de bataille de ses compétences collectives au profit de son seul champ d'intérêt : le carré gazonné de sa sphère privée⁶⁵. Il a parfois encore des velléités d'être mieux représenté, mais pas au prix d'une révolution, même s'il n'a qu'à acquiescer d'un trait de crayon, à l'abri des regards, à ce que ses ancêtres ont tenté de conquérir au péril d'une exécution publique. Il n'est pas encore sûr sûr sûr. Il met des conditions : OUI, mais pas avec Marois ; OUI, mais pas à cette Question; OUI, mais...⁶⁶ NON. Les péquistes eux-mêmes critiquent Marois lorsqu'elle prévoit des « turbulences » à la suite d'un OUI. Ils ont peur que leur plat de caviar leur vole au visage si ça brasse. Plus assoiffé de révolution que ça, tu meurs noyé! Tremblay et Lepage ajoutent leurs doléances⁶⁷. Puis, Desjardins : « quand on me parle d'indépendance, si c'est pour *scraper* les rivières en français plutôt qu'en anglais, je peux attendre encore mille ans⁶⁸. » Lâche pas Richard, c'est bien parti! Aussi bien dire que « si mon *char* est pour pas démarrer dans l'hiver d'un Québec indépendant, aussi ben qui *stall* dans un hiver Canadien »! On est loin des Leclerc, Miron et Godin... On regarde le doigt du messenger et on oublie que c'est nous qu'on pointe, que c'est de chacun de nous dont il s'agit. On se défile. On y va de sa petite condition avant de revenir bredouille en se plaignant de sa petite condition. Alors arrive Québec solidaire, en appui la souveraineté, mais à condition que ça vienne en aide au gueux. Quel progressisme! Comme si la liberté des peuples n'était pas une valeur en soi⁶⁹. NON : il faut l'enrober d'un « projet social⁷⁰ »

⁶⁵ « Je crois que le Québec moderne a coupé ses liens avec presque tous les éléments fondateurs de sa société. Ce qui fait qu'il n'y a plus beaucoup de valeurs communes, de fils qui relient les individus et qui peuvent les faire sortir de leur intérêt personnel, de leur désir matériel ». (Mathieu Denis en entretien dans Philippe Gendreau, « Maintenir le déséquilibre : rencontre avec Simon Lavoie et Mathieu Denis », *Liberté*, n° 127, automne 2012, p. 56). « Ce que semblent délaisser les Québécois, c'est plutôt l'indépendance en tant que projet politique, en tant que combat politique exigeant des sacrifices individuels au nom de l'intérêt national. [...] Il ne s'agit pas seulement de promouvoir une « option », ou pire, un « rêve ». Il s'agit de défendre la nation comme étant au cœur de l'action politique. Il s'agit finalement, de défendre le politique. » (Joëlle Quéérin, « Revue Argument. Dossier : Devons-nous en finir avec l'indépendance? », vol. 10, n° 1, automne 2007 - hiver 2008 », *L'Action nationale*, repris dans *Vigile.net*, Montréal, 30 mars 2008, <http://www.vigile.net/Devons-nous-en-finir-avec-l> [consulté le 27 juillet 2013].

⁶⁶ Voir sur Internet le discours de Pierre Bourgault « Sécurité, solidarité et respectabilité » (1971).

⁶⁷ « Tremblay et Lepage provoquent un débat », *Radio-Canada*, 11 avril 2006, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2006/04/11/001-Tremblay-Lepage-Reax.shtml> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012].

⁶⁸ Source : dossier de recherche de l'émission Contact, http://www.contacttv.net/i_dossier_recherche_contenu.php?id_rubrique=430&id_article=1598 [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012].

⁶⁹ Plusieurs membres et électeurs de Québec solidaire voteraient NON lors d'un éventuel référendum et Amir Khadir (qui a appuyé le NPD lors du scrutin fédéral de 2011) nous dit ceci : « la souveraineté si nécessaire, mais pas nécessairement ». On peut donc se demander avec quelle ferveur ce parti défendait la

ou en faire un argument économique. Tout pour ignorer l'éléphant dans la pièce : le destin politique d'un groupe ethnoculturel majoritaire – un *peuple*, comme tous les autres *peuples* – sur un même territoire depuis des siècles⁷¹. Et ensuite on pleurniche qu'on l'aurait notre pays si seulement...

souveraineté si le NPD prenait le pouvoir à Ottawa. La souveraineté serait-elle encore « nécessaire »? En fait, si le Canada adoptait sa vision de la justice sociale, Québec solidaire deviendrait fédéraliste en claquant des doigts. Si un parti de droite prenait le pouvoir dans un Québec souverain, Québec solidaire deviendrait-il partisan du partitionnement du Plateau-Mont-Royal ? Lorsque Pierre-Karl Péladeau annonça sa candidature pour le PQ, la situation devint on ne peut plus claire. Sans partage, Françoise David dénonce cette candidature, même si elle est historique : jamais un homme d'affaire aussi prospère ne s'était lancé en politique au Québec, et il l'a fait pour l'indépendance. N'importe quel indépendantiste s'en réjouit. Mais pour Québec solidaire, c'est la gauche avant l'indépendance. Par basse partisanerie, David va jusqu'à déclarer que son parti est le seul progressiste et le seul indépendantiste, niant notamment l'existence d'Option nationale. (Lili Boisvert, « Jamais un élu de QS ne siègera à côté de PKP », *Radio-Canada*, 9 mars 2014, <http://ici.radio-canada.ca/sujet/elections-quebec-2014/2014/03/09/013-quebec-solidaire-francoise-david-pkp.shtml> [consulté le 10 mars 2014]). Il faut se souvenir que l'historien Maurice Séguin ne croyait pas que la souveraineté advienne, ce qui ne l'empêchait pas d'être catégorique sur sa nécessité : « Aucune nation qui se respecte n'accepte d'entrer dans une fédération. » (Maurice Séguin, *Histoire de deux nationalismes au Canada*, *op. cit.*, p. 409) Gaston Miron écrit quant à lui que « La question de l'indépendance ne se pose pas en terme d'option mais en termes de condition fondamentale. C'est le fondement de l'existence d'un peuple. Un peuple ne peut pas ne pas vouloir être indépendant sinon il se nie en tant qu'entité distincte d'une autre » (Gaston Miron, « Identifier clairement l'ennemi et ses tactiques... remettre à l'honneur le projet global... », *op. cit.*, p. 422).

⁷⁰ Dixit Françoise David. (Martin Croteau, « Françoise David est “ scandalisée ” par les attaques du Parti Conservateur », *La Presse*, 23 octobre 2012, <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201210/23/01-4586022-francoise-david-est-scandalisee-par-les-attaques-du-parti-conservateur.php> [consulté le 2 février 2014]. Voir aussi Étienne Boudou-Laforce « Québec solidaire, la souveraineté à géométrie variable » *Huffington Post*, http://quebec.huffingtonpost.ca/etienne-boudou-laforce/quebec-solidaire-souverainete-geometrie-variable_b_4698896.html [consulté le 3 février 2014]) « Comme si la lutte pour la libération nationale n'était pas, en soi, un projet de société. Le bateau coule et des passagers veulent discuter de l'aménagement intérieur de la chaloupe. Ramons, câlice ! On discutera ensuite de la couleur de la casquette du capitaine ou de la forme des rames. L'indépendance n'est pas le paradis. Ce n'est pas la solution à tous les problèmes. Mais il s'agit de choisir enfin. Ou le statut de nation annexée à jamais, ou la liberté. » (Pierre Falardeau, « On ne fait pas l'indépendance avec des ballounes et des airs de violons », *La liberté n'est pas une marque de yogourt*, TYPO, Montréal, 2009, p. 26-27) Falardeau ajoute : « Le nationalisme du Québec n'est pas une idéologie, mais un fait inscrit dans l'histoire. Le nationalisme existe parce qu'existe, depuis 1760, un problème national. Vouloir l'oublier ne change rien à la réalité. [...] Un peuple qui réclame le droit à la différence doit reconnaître le même droit chez les autres. [...] Nous sommes un petit peuple et nous ne sommes pas impérialistes. Vouloir posséder la terre que l'on travaille depuis 400 ans n'est pas réactionnaire. » (Pierre Falardeau, « Lettre de Gernika », *La liberté n'est pas une marque de yogourt*, TYPO, Montréal, 2009, p. 358-359) « L'indépendance, non comme un *a priori* idéologique, mais simplement comme l'aboutissement, dans le domaine politique, d'une problématique plus vaste, celle de la liberté. (Pierre Falardeau, « La ligne du risque », *La liberté n'est pas une marque de yogourt*, *op.cit.*, p. 366)

⁷¹ Voyons le tort que cause la négation de l'ethno-identité des Premières Nations par l'appareil néocolonial fédéral. Le terme « autochtone » ne nous dit rien de la culture Cri, Huron-Wendat ou Naskapis. Il n'y a malheureusement aucun prix politique à payer pour ignorer ces autochtones dont le sort

Mais tous ces gens, en mettent-ils des conditions au fédéralisme? Même Justin Trudeau en a⁷²! À sa face, la preuve est faite, ceux qu'on appelle les « souverainistes mous » sont en réalité les plus grands des fédéralistes, car eux ne brassent même pas leur cage. Ils ne mobilisent personne. Ils ne bougent pas. Ils se regardent gonfler la bedaine, nombril y compris, fiers de se crisser que le capitaine du Canadiens ne parle pas deux mots de français. *Think big*, stie! *Think international!* Mais l'*international* le regarde et se demande ce qu'il fait encore sans pays ce petit provincial mollasson, toujours en Floride entre deux votes pour le NON⁷³. Ça pose mille conditions à la souveraineté, mais aucune au fédéralisme. Peut-être hésite-t-il devant l'embarras du choix? Possibilité de réclamation n^o1927 : regagner le Labrador retranché au Québec par la très unilatérale décision du *Judicial Committee of the Privy Council* rendue depuis Londres pas plus tard qu'en 1927⁷⁴. NON, Peter Trent, lui, n'hésite pas à défendre la souveraineté de sa

« réservé » nous donne un avant-goût de ce qui s'en vient pour les allochtones de langue française, toujours davantage minoritaires au sein du *Dominion*.

⁷² Il remet en question le fédéralisme si c'est celui à Harper. (Guillaume Bourgault-Côté, « "J'ai voulu réveiller les gens", dit Justin Trudeau », *Le Devoir*, 15 février 2012, <http://www.ledevoir.com/politique/canada/342757/j-ai-voulu-reveiller-les-gens-dit-justin-trudeau> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012]). Plus sérieusement : « Et puisqu'il est question du nouveau chef libéral, notons que M. Trudeau a réitéré, au pied de l'Assemblée nationale, qu'il était normal qu'un premier ministre provincial souverainiste se soit opposé à un amendement constitutionnel qui rendait le Canada plus fort. Ce qui étonne en fait, c'est l'idée qu'un amendement constitutionnel sans l'adhésion du Québec ni des peuples autochtones puisse rendre plus fort le Canada, et que ce soit, encore aujourd'hui, un député québécois et chef du Parti libéral du Canada qui le répète » (Michel Pepin, « Poussières de Constitution », *Radio-Canada*, le 29 avril 2013 <http://blogues.radio-canada.ca/politique/2013/04/29/poussieres-de-constitution/> [consulté le 29 avril 2013]).

⁷³ « Le territoire de l'âme, c'est le "dumping culturel", c'est la présence des idoles. C'est difficile d'y échapper. Du langage aussi, c'est difficile d'y échapper. On baigne dans un climat... quand la moitié du Québec s'en va passer l'hiver en Floride, d'abord tu te vides de ta substance, de ta force, l'argent c'est la force, tu vas le porter aux Américains. [...] [T]out ça c'est des enjeux qui établissent des rapports de force plus ou moins avantageux et si une société prends pas conscience de ça, évidemment, elle se vide de sa substance elle-même. Elle donne des armes à l'ennemi. Mais ça c'est la conscience. Et la conscience, c'est un problème à bâtir dans une société où on ne fait qu'amuser les gens. On leur donne des médailles d'or, on leur donne des coupes Stanley. Les jeux ont toujours existé. C'est une façon de distraire. Et le cinéma c'est une façon, il y a un mot épouvantable pour dire ça, "une façon de dépayser" les gens. Les priver de leur pays, de leur réalité. » (Pierre Perrault s'exprimant en entrevue, « Pierre Perrault ou la subjectivité revendiquée », *Cahiers du gersé*, numéro 1, été 1995, http://www.er.uqam.ca/nobel/gerse/numero_1_12.html [consulté le 10 décembre 2012]). « Je ne vois cependant pas, n'en déplaise à nos internationaux, que la situation ait fondamentalement changé, parce que nous n'avons pas été jusqu'au bout. La solution est politique. Point. » (Gaston Miron, *Gaston Miron : un long chemin*, op.cit., p. 111) D'autres préfèrent simplement quitter le navire pour de bon : le site « Quitter le Québec » (www.quitterlequebec.com), sans grande subtilité, affiche la dette du Québec grimant en temps réel. Nous en sommes là.

⁷⁴ Le *Judicial Committee of the Privy Council* est un comité du *Queen's Privy Council*, le genre d'organe dont Charles Bronfman ou encore Arthur Porter (visé par un mandat d'arrêt de l'Unité permanente anti-corruption et réfugié aux Bahamas) sont les honorables Membres à vie. (Sources : *Annual conference of the McGill Institute for the Study of Canada*, du 24 au 25 mars 2011, <http://www.mcgill.ca/files/can->

ville de Westmount : en tournée promotionnelle pour la sortie de son livre *La folie des grandeurs*, il dénonce – sans rire – sur les ondes du *RDI*⁷⁵ que les fusions municipales sur l'Île de Montréal furent en réalité des *annexions*, puisqu'une fusion suppose une adhésion libre de partenaires... Et l'annexion du Québec, elle? Ça ne le gêne pas trop, le maire Trent? Ça ne valait pas un livre de 800 pages? Et « La folie des grandeurs », ça ne lui rappelle pas le rêve d'une certaine Confédération dont la devise, « d'un océan à l'autre », est une référence biblique⁷⁶ et dont le préambule de la constitution de 1982 affirme la suprématie de Dieu? Mais le brochet Québécois, lui, ne bronche pas. Le poisson s'est noyé. Ainsi, Denis Coderre peut nous dire – sans rire – qu'« au Canada, nous, on s'est toujours prononcé contre la colonisation » [de la Palestine par Israël]⁷⁷. C'est bon pour la Palestine, mais pas pour le Québec. Et c'est un Québécois qui vous le dit. Un Québécois qui a pris parti, littéralement, contre son peuple et pour le rapatriement, pour les commandites et pour la Loi sur la clarté, autant de mesures néocoloniales qui émergent naturellement d'un rapport de force inégal entre un gouvernement provincial isolé face au pouvoir combiné de tous les autres gouvernements provinciaux additionnés du pouvoir fédéral centralisé (10 contre 1 ; on l'a bien vu lors du rapatriement). C'est ce même Québécois qui tentera de succéder au premier maire anglophone de Montréal en plus de cent ans⁷⁸. Ça apparaîtra à certains

[us2011/Complete_Final_Program.pdf](#) [consulté le 8 décembre 2012], Joël-Denis Bellavance, « Scandale du CUSM : Arthur Porter est toujours honorable », *La Presse*, 28 février 2013, <http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-canadienne/201302/28/01-4626353-scandale-du-cusm-arthur-porter-toujours-honorable.php> [consulté le 4 mars 2013])

⁷⁵ 24 heures en 60 minutes, *Radio-Canada*, Entrevue du lundi 12 novembre 2012, http://www.radio-canada.ca/emissions/24_heures_en_60_minutes/2012-2013/Entrevue.asp?idDoc=256480&autoPlay=http://www.radio-canada.ca/Medianet/2012/RDI/2012-11-12_19_00_00_24h60m_1060_002_1200.asx [consulté le 13 novembre 2012]

⁷⁶ « *Mari usque ad Mare* (« D'un océan à l'autre »), la devise du Canada, provient du psaume 72, verset 8 de la Bible : *Et dominabitur a mari usque ad mare, et a flumine usque ad terminos terrae*. Il se lit comme suit dans la version King James : « *He shall have dominion also from sea to sea, and from the river unto the ends of the earth* ». (Son empire s'étendra aussi d'un océan à l'autre, du fleuve jusqu'aux confins de la terre.). Il semble que ce verset ait retenu l'attention quand, au moment de rédiger l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, le mot « *dominion* » est choisi, à la suggestion de Samuel Leonard Tilley, pour désigner l'ensemble du Canada. » (« A *Mari usque ad Mare* », *L'encyclopédie canadienne*, <http://www.thecanadianencyclopedia.com/articles/fr/a-mari-usque-ad-mare> [consulté le 1^{er} juillet 2013])

⁷⁷ Déclaration faite à l'émission *Bazzo.tv* mise en ligne le 11 novembre 2012, <http://video.telequebec.tv/video/13207> [consulté le 25 novembre 2012]. D'ailleurs, Coderre a affirmé, en se présentant à la mairie de Montréal le 16 mai 2013, que « Nous ne définissons plus le monde par les continents ou les pays mais bien par les villes » (<http://s3.amazonaws.com/coderre2013/documents/declaration-lancement-fr.pdf>). On comprend mieux pourquoi il n'a pas voulu faire de la province du Québec le seul pays francophone en Amérique du Nord...

⁷⁸ La situation à Montréal est alarmante : un Québécois ne peut plus accéder à la mairie sans être un ex-valet du fédéral et la ville s'en trouve sclérosée. Après le départ de Gérald Tremblay, ancien député du

comme un progrès. Et pendant que la haute aristocratie de descendance collabo-française continue de sauter la clôture pour nous montrer qu'on est donc tricotés de *tweed* serré en ce *British Country*, pendant que ces moutons nous traficotent d'abracadabrantes élucubrations sur lesquelles on peut compter pour s'endormir (politique fonctionnelle⁷⁹, fédéralisme asymétrique, poudre de perlimpinpin), sur l'écran

Parti libéral du Québec ignoré par sa propre famille politique qui a préféré protéger la pègre de 2003 à 2012, que Richard Bergeron eût fait de la femme de Stéphane Dion, Janine Kriber, sa colistière (La Presse Canadienne, « La femme de Stéphane Dion, colistière du chef Projet Montréal », *Radio-Canada*, lundi 8 avril 2013

<http://www.radio-canada.ca/regions/Montreal/2013/04/08/001-epouse-stephane-dion-janine-kriber-colisitiere-projet-montreal.shtml> [consulté le 2 juillet 2013]) et que Denis Collabo-Coderre eût confirmé sa candidature, Louise Harel, acculée au mur, s'allie à Marcel Côté, ancien conseiller des premiers ministres Bourassa et Mulroney, pour lui laisser briguer la mairie avec l'aide de son parti. En point de presse, Harel indique : « Il m'apparaît assez évident que Monsieur Côté aura cette capacité de rallier l'est et l'ouest [de l'île de Montréal] [...] » (« Louise Harel appuiera Marcel Côté à la mairie de Montréal », *Radio-Canada*, 2 juillet 2013, <http://www.radio-canada.ca/regions/Montreal/2013/07/02/002-harel-convoque-presse-annonce.shtml> [consulté le 2 juillet 2013]) À propos de l'éléphant dans la pièce, c'est-à-dire de l'incapacité d'un peuple à administrer sa propre métropole sans devoir ramper, elle ajoutera qu'« il faut d'abord être Montréalais », avant d'être Québécois... Mieux : être Montréalais, sans se soucier de devenir Québécois ; maintenir bien ouverte la plaie Est-Ouest, puis celles de tous les autres ghettos, présents et à venir. Autrement dit, les Québécois ne doivent pas politiser outre mesure le poste de maire de la métropole, mais les *canadians* et les membres des communautés culturelles, elles, n'ont pas à se gêner. Après que son parti eût subi une sévère défaite, Harel, elle-même défaite pour la première fois de sa longue carrière politique, déclare : « Plus que jamais j'ai découvert qu'à Montréal, il y a deux villes dans la ville. » (Louise Harel, 15-18, *Radio-Canada*, 7 novembre 2013) Le constat arrive trop tard. S'est ensuite ajouté Mélanie Joly, qui a contribué à la campagne à la chefferie de Trudeau fils (Justin) avant de recevoir elle-même l'appui de Trudeau fils (Alexandre). La mairie de Montréal n'est plus qu'un autre poste de prestige que les Libéraux peuvent utiliser pour récompenser les membres de leur famille. Cela conforte les donateurs qui flairent le retour d'ascenseur. La famille s'agrandit. La boucle se boucle. Est-ce que Gérald Tremblay avait vraiment plus d'aplomb que Louise Harel ? Ce qui a fait penché la balance d'un côté, plutôt que de l'autre, est évident : le vol de la classe affaire libérale – drapée dans sa vertu d'unité canadienne. Ce genre de « penchant naturel » se trouve inscrit dans l'ADN de notre Confédération, comme nous le rappelle le jugement de la Cour d'appel du Québec sur le projet de réforme du Sénat par le gouvernement fédéral. On peut y lire : « Les historiens reconnaissent que le Sénat devait avoir les fonctions suivantes pour les Pères de la Confédération : [...] Représentation de la minorité anglophone établie au Québec ; [...] Donner un droit de regard aux plus nantis, incluant la possibilité de contrôler les excès des élus. » (Alec Castonguay, « Cour d'appel et réforme du Sénat : le passage cocasse du jugement », *L'actualité*, 24 octobre 2013, <http://www.lactualite.com/opinions/le-blogue-dalec-castonguay/jugement-de-la-cour-dappel-du-quebec-sur-la-reforme-du-senat/> [consulté le 1^{er} novembre 2013])

⁷⁹ « Ce qui empêche le Manifeste [pour une politique fonctionnelle] d'être un document positif et d'inspirer une action éclairée, c'est qu'il repose non pas sur une recherche de compréhension de la réalité, mais sur un acte de foi : "Nous croyons au fédéralisme comme régime politique au Canada" (partie II, no 7). " Ce Manifeste est donc un acte de foi dans l'homme... cela nous suffit comme mobile d'action " (partie I). L'acte de foi, en analyse politique, est un arrêt de la démarche intellectuelle en-deçà de la rationalité. Il peut inspirer certaines vocations (" Nous désirons travailler au service de la communauté "), mais il n'assure pas du succès d'une entreprise à long terme. » (Alfred Dubuc, *Une interprétation économique de la constitution*, 2003 [1966], p. 22,

http://classiques.ugac.ca/contemporains/dubuc_alfred/interpr_eco_constitution/interpretation.html [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012]). Éric Bédard ajoute que « Ce qu'il y a de paradoxal dans la pensée de Trudeau, c'est qu'elle débouche sur un patriotisme bien sentimental et une utopie universaliste qui ont bien peu à voir avec la « politique fonctionnelle » des débuts. Le sentimentalisme de Trudeau

de fumée du BS pur-laine défile la combinaison perdante du proto-Québec⁸⁰ : 1763, 1840, 1867, 1970, 1982, 1990, 1995... NON, que nous nous soyons fait clairement flouer en 1982 ne l'a pas gêné dans sa concoction d'une Loi de clarification, le p'tit colla-nabot Dion⁸¹.

tranche avec ses appels répétés à la raison. En fait, comme le remarque avec justesse André Laurendeau dès 1956, Pierre Elliott Trudeau oppose très tôt un « globalisme » à un autre. Lui qui rejette l'idéalisme des clérico-nationalistes au nom d'un réalisme qu'imposerait une époque nouvelle en vient finalement à proposer aux Canadiens français une nouvelle mission sacrée. Les idéologues nationalistes qu'il combattit après son retour d'Europe voulaient sacraliser le passé ; lui propose aux Canadiens français de sacraliser l'avenir. » (Éric Bédard, « Souveraineté et hypermodernité. La trudeauisation des esprits », *Argument*, vol. 10, n° 1, automne 2007 - hiver 2008)

⁸⁰ « Les Protozoaires étant unicellulaires, ce sont toujours de petits organismes, approchant le millimètre pour les plus gros, mais pouvant s'associer en colonies, formant alors presque des superorganismes. » (Protozoaire, *Wikipédia*, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Protozoaire> [consulté le 2 janvier 2013])

⁸¹ « Le Ministre [Dion] a noté que le projet de partenariat proposé par les souverainistes est plus squelettique que jamais. Il a rejeté les comparaisons trop faciles auxquelles se livrent les leaders sécessionnistes à l'égard de l'Union européenne. « Comme si l'Europe pouvait fonctionner à deux partenaires. Comme si on pouvait s'attendre à ce que le Canada accepte de voir ses politiques importantes soumises au veto d'un Québec indépendant trois fois plus petit que lui », a fait valoir M. Dion. » Si, de l'aveu même de Dion, le Canada ne tiendrait pas vraiment compte de l'opinion d'un Québec indépendant, imaginez ce qu'il fait de l'opinion du peuple québécois dilué à l'intérieur de son grand Tout ! La réponse est grossière. « Dion affirme que c'est un attachement sincère au Canada qui inspire aux Québécois le désir de rester Canadiens », comme les Lavallois étaient attachés au maire Vaillancourt, sans doute. (« Dion affirme que c'est un attachement sincère au Canada qui inspire aux Québécois le désir de rester Canadiens », *Affaires intergouvernementales*, 19 mai 2000, <http://www.pco-bcp.gc.ca/aia/index.asp?lang=fra&page=archive&sub=release-communique&doc=20000519-fra.htm> [consulté le 5 mai 2013]). Au-delà, comme le rappelle Pierre Falardeau, il ne faut pas tomber dans le piège et accepter de réduire la lutte pour la libération nationale à un simple débat constitutionnel : nous voulons un pays, pas une clause.

IV

Les esprits conservateurs savent assez qu'il n'est rien de plus dangereux pour toutes les institutions et pour la philosophie régnante dans un régime que le mouvement d'un peuple qui politiquement a entrepris d'agir. [...] La manœuvre réussit : elle nous donna l'Acte de 1867. Le conservatisme se trouva donc confirmé, car la Confédération, en pacifiant tout, nous accordait un sursis. [...] La sécurité politique retrouvée condamnait l'agitation. [...]

[T]out ira pour le mieux dans un monde acceptable, moyennant la démission de l'esprit révolutionnaire. J'admire que nos politiciens depuis cent ans se soient trouvés dans un si bel accord avec l'esprit de la défaite, lequel ne suppose pas nécessairement l'acceptation de la défaite mais simplement la condamnation de l'esprit d'indépendance sous toutes ses formes⁸².

Pierre Vadeboncoeur, 1962

Des esprits libres, parmi nos élites, en appellent au bon sens : les Québécois ont dit NON deux fois, combien d'autres encore avant que les souverainistes lâchent prise et cessent de leur enfoncer un référendum dans la gorge⁸³? Premièrement, ces gens, pour qui quelques années de leur petite vie obtuse suffisent à effacer les siècles d'existence de tout un peuple, pourraient se demander qui est lâche et qui a pris sur qui ? Qui a dit non à qui depuis 1763 ? En 1995, les francophones se sont dits OUI à 60 % et on voudrait balayer sous le tapis une de leur plus grande victoire depuis la Conquête? Après s'être fait dire tapis chien-chien par les uns et poussière de poussière par les autres, il faudrait maintenant être de la poussière sous le tapis. Puisque d'autres se sont approprié le terme « Canadiens » qui autrefois désignait les colons Français de la vallée du Saint-Laurent⁸⁴, disons-le nous : 60 % des QUÉBÉCOIS se sont dit OUI. Sinon, poussons l'illogisme, mais de façon égale : 90 % des *Canadians* n'ont jamais voté pour le Bloc Québécois, alors il faudrait arrêter de les embêter avec ça. Pourtant, les

⁸² Pierre Vadeboncoeur, « La ligne du risque », *La ligne du risque*, *op.cit.*, p. 197-198.

⁸³ C'est ce que nous dit notamment René-Daniel Dubois, qui s'offusque que la notion de peuple québécois telle que définie par le camp indépendantiste en 1995 était un leurre. Étrange tout de même : moi, lorsqu'on m'offusque, je deviens offusqué, pas fédéraliste ! (Steve Proulx, « Un sur mille, de Jean-Claude Coulbois. Réfléchir tout haut », *Voir*, 16 février 2006, <http://voir.ca/societe/2006/02/16/un-sur-mille-de-jean-claude-coulbois-reflechir-tout-haut/> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012]) Par ailleurs, nous savons bien que les fédéralistes détestent les référendums ; c'est pourquoi il n'y en a pas eu lors du rapatriement de la Constitution du *Canada* : c'est trop démocratique. Vadeboncoeur nous avait prévenus dès 1965 en posant la question : « La démocratie de Trudeau passe-t-elle par le peuple ? ». On a tenu à avoir la réponse ; on l'a.

⁸⁴ « [L]'ethnonyme "canadien" désigne [...] ceux et celles qui parlent français et qui habitent la vallée du Saint-Laurent. Ce n'est que très graduellement que l'ethnonyme "canadien français" apparaît au cours des années 1840. » (Éric Bédard, *les Réformistes*, Boréal, 2009, p. 72) L'ethnonyme disparaît donc suite aux échecs politiques du Parti canadien et du soulèvement des Patriotes.

Québécois disent non à Harper depuis 2006 et il ne semble pas près de nous lâcher, lui ! Faisons face à la réalité : il y a deux nationalismes en ce pays. Puisque le Canada-Anglais – largement majoritaire – s’est constitué en État, il n’a plus à se salir les mains de nationalisme ethnique : son propre nationalisme est confirmé de fait et il peut à loisir reprocher au Canada-Français de revendiquer ce sur quoi il s’est lui-même fondé par l’Acte d’Union⁸⁵. En nous traitant de racistes, le Canada-Anglais exprime son propre racisme à notre endroit. « C’est là la véritable violence : faire croire que le menacé est menaçant, le lésé le lésant, lui enlever de la bouche les mots exprimant ses appartenances les plus primordiales et les retourner contre lui [...]»⁸⁶. Voilà où la chimère à Trudeau le réactionnaire nous nuit de la façon la plus pernicieuse, lui qui a œuvré toute sa vie à rendre obscène ce que l’historien Éric Bédard décrit comme « cette volonté légitime d’être pleinement reconnu comme peuple, [...] cette aspiration à durer, laquelle trouve son explication dans l’histoire. Se moquer gentiment de cet acharnement à résister en dépit du rude climat, de la Conquête, de l’union forcée, de l’infériorité économique passée, c’est faire fi du sens profond de la noble cause qu’est l’indépendance du Québec⁸⁷. » Deuxièmement, ce n’est pas la première fois qu’un malade refuse un traitement⁸⁸; par contre, en 1995, c’était bien la première fois

⁸⁵ « L’Union de 1840 confirme dans une infériorité politique d’abord, économique ensuite, le résidu minoritaire d’un colonisation française manquée. Le Canada-Anglais ne pouvait s’édifier, se développer, sans ruiner, sans provincialiser le Canada-Français. 1840, c’est le veto du *British Montreal* et, derrière ce veto, le veto de tout le *British North America* à l’indépendance du Québec. Cette union législative, encore une fois, n’est pas le résultat d’une révolte, d’une punition, ni d’une solution artificielle; elle recouvre avec exactitude la réalité sociale; elle est l’expression constitutionnelle d’un échec colonial de la part de l’Empire français et d’une réussite coloniale de la part de l’Empire britannique. » (Maurice Séguin, *Histoire de deux nationalismes au Canada, op. cit.*, p. 330)

⁸⁶ André Belleau, extrait reproduit dans Hubert Aquin, *Mélanges littéraires II*, p. 544, citation tirée de Éric Bédard, *Recours aux sources*, Boréal, Montréal, 2011, p. 171.

⁸⁷ Éric Bédard, *Recours aux sources, op.cit.*, p. 104.

⁸⁸ Camille Laurin, « Père de la Charte de la langue française » et psychiatre de formation, envisageait la souveraineté du Québec comme une thérapie devant nous libérer de notre sentiment d’infériorité collective : « C’est ma profession qui m’a d’abord permis de connaître comment naît un compromis névrotique [...]. L’homme dont la marche existentielle est depuis toujours pénible et gênée, dont les désirs s’accompagnent d’angoisse ou de culpabilité, [...] qui tente de masquer ses échecs par des sophismes et des rationalisations ne peut que se sentir mal aimé, morceler et incomplet, se dévaloriser et se détester, avoir mal à sa vie et brider sa créativité. Si, par contre, il arrive à prendre conscience de son désir et de ses ressources, du caractère anachronique et disproportionné de ses craintes, il peut laisser tomber des défenses devenues inutiles, poser son problème en des termes qui s’accordent avec la réalité et lui trouver une solution adéquate. Lorsque cette solution [...] lui apporte enfin les satisfactions et la plénitude qu’il cherchait, il ne revient plus jamais en arrière [...]. Car il savoure enfin une liberté qui ne cesse plus d’être créatrice. » (Camille Laurin, *Une traversée du Québec, op. cit.*, p. 44) Simon Lavoie abonde dans le même sens : « Moi j’ai l’impression que les Québécois ont de la misère à nommer le malaise. Je crois que c’est schizophrénique de voir ces gens réunis qui réclament du changement, mais qui ne se donnent pas les moyens de changer les choses, car ils ne se donnent pas les pouvoirs politiques pour faire les réformes souhaitées. On est encore une province dans un Canada de plus en plus différent

qu'autant d'immigrants bénéficiaient d'un tel traitement de faveur⁸⁹. Troisièmement, une assimilation demeure une assimilation. Pourquoi ne pas y mettre fin ? C'était pertinent de poser la Question en 1980, ce l'était encore en 1995, ce l'est encore aujourd'hui et ce le sera tant qu'il restera des Québécois. Pour preuve ? Vous souvenez-vous de Michael Ignatieff, celui qui n'avait rien à nous dire ? Il est allé dire à la télévision de sa mère patrie britannique que le Québec et le reste du *Canada* n'avait plus rien à se dire⁹⁰. Même lui le sait. Les *Canadians* le savent. Tout le monde le sait. Tous les habitants de la planète, parmi ceux qui n'ignorent pas qu'il existe une telle chose qu'un État francophone en Amérique du Nord, se demandent ce qu'on attend oui mais merde. Tous ? NON, car une province peuplée d'irréductibles (car déjà au maximum de la petitesse) Québécois ne résiste toujours pas à l'envahisseur. Pas de chars d'assauts israéliens au visage. Pas de veto des États-Unis qui leur pend au bout du nez. Pas de courage. Trop bien entretenu, on opte pour le réconfort de ce qu'on connaît. John Charest ? Ah ! Ce bon bougre d'ogre, pour autant qu'il dévore nos enfants-étudiants, on peut bien lui laisser le passe-droit de nous le faire sans lubrifiant. À sa face, la preuve est faite : dans un avenir pas si lointain, *ready pas ready*, le *Liberal Party of Quebec* pourra signer notre reddition sans condition, c'est-à-dire la Constitution dans sa forme actuelle⁹¹, et survivre sans problème aux manifestations quotidiennes que cela

de nous, avec un gouvernement qui ne nous représente pas du tout. » (Simon Lavoie en entretien dans Philippe Gendreau, « Maintenir le déséquilibre : rencontre avec Simon Lavoie et Mathieu Denis », *op.cit.*, p. 58) Par ailleurs, il est parfois légitime de questionner l'intelligence politique des gens, comme dans ce cas où il aura fallu que l'Unité permanente anticorruption (UPAC) accuse le maire Gilles Vaillancourt au criminel pour que les Lavallois cessent de voter pour lui après vingt ans de règne sans partage – et il n'est pas exclu qu'il ait toujours des supporters...

⁸⁹ « Sans enquête ni délai, 42 375 immigrants ont reçu prématurément leur citoyenneté avant le référendum ». (Robin Philpot, *Le référendum volé*, cité dans Julien Brault, « Le référendum volé », *Le Monde diplomatique*, janvier 2006, <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/01/BRAULT/13094> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012])

⁹⁰ « Des propos d'Ignatieff sur la souveraineté font réagir », *Radio-Canada*, 24 avril 2012, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2012/04/23/002-ignatieff-quebec-ecosse-souverainete.shtml> [consulté entre le 29 juin et le 3 août 2012]. Ignatieff a plus tard admis que c'est d'abord son ambition à devenir premier ministre qui l'a incité à revenir au Canada pour s'impliquer en politique. Il s'est donc opposé à la liberté du peuple québécois non pas par conviction, mais par ambition... Croit-on qu'il est le premier et dernier à le faire ? « Michael Ignatieff s'était lancé " par ambition », *Radio-Canada*, 28 septembre 2013, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2013/09/28/002-michael-ignatieff-memoires-ambition.shtml> [consulté le 29 septembre 2013])

⁹¹ Il n'y avait qu'à écouter les trois aspirants chefs du PLQ pour s'en convaincre. Philippe Couillard souhaite que le Québec signe la Constitution d'ici le 150^e anniversaire de la Confédération en 2017. (Les coulisses du pouvoir, « Entrevue du dimanche 10 mars 2013 », *Radio-Canada*, http://www.radio-canada.ca/emissions/les_coulisses_du_pouvoir/2012-2013/Entrevue.asp?idDoc=279243&autoPlay=http://www.radio-canada.ca/Medianet/2013/CBFT/2013-03-10_11_00_00_cdp_0007_02_1200.asx [consulté le 11 mars 2013]) D'ailleurs, pour Couillard, « Il faut faire attention à la tentation de la majorité francophone, qui est nous, d'imposer sa vision aux autres

provoquerait, même si certaines regroupaient plusieurs dizaines de milliers de personnes⁹². Les Québécois seront plus occupés à s'entre-déchirer qu'à condamner l'artisan de cette zizanie. Tel est l'état de notre démocratie. Le spectacle de notre propre déchéance devient la seule chose qui importe dans un futur sans autre horizon que celui d'une banderole de festival à Rozon – pour qui tous les gâchis de ses amis libéraux ne seront jamais que des dommages collatéraux. On se sert du système contre nous-mêmes, comme d'un outil de répression, plutôt que d'un levier d'émancipation. On vend nos frustrations au détriment de la Nation. On fesse sur son voisin pour oublier qu'on est rien. Et bientôt, le Québec, dont on a déjà dit qu'il n'avait pas d'histoire, n'appartiendra plus qu'à l'histoire. S'en souviendra-t-on? Après la ville touristique-folklorique de Québec, voici la province au grand complet. *Welcome to North Louisiana, folks!* Âmes qui vivent : 0

-

communautés. » Et la majorité anglophone *canadian*, elle, que pense-t-elle de « nous »? Cette question n'est pas effleurée. (Robert Dutrisac, « Philippe Couillard, l'homme des grandes idées », *Le Devoir*, 12 janvier 2013, <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/368240/philippe-couillard-l-homme-des-grandes-idees> [consulté le 11 mars 2013]) Pour Bachand, la question nationale c'est la « Nomination d'un ministre responsable de la communauté anglophone qui sera issu de cette communauté » et « Assurer une quantité et une qualité de députés et du personnel politique issus de la communauté anglophone », question de bonifier la surreprésentation dont cette communauté bénéficie déjà en votant en bloc pour le bloc des loyalistes (dit le PLQ). (Bachand 2013, <http://www.raymondbachand.ca/en/content/raymond-bachand-d%C3%A9nonce-le-flou-des-positions-de-philippe-couillard> [consulté le 11 mars 2013]). Pour Moreau, c'est encore plus simple. Il n'y a qu'à s'en remettre à la pensée magique tout en niant que la situation actuelle découle d'un rapport de force permanent et non d'une conjoncture temporaire : « De toute manière, “ il n'y a aucune conséquence à ne pas avoir signé l'acte confédératif ”, les Québécois bénéficiant des mêmes droits que les citoyens de la Saskatchewan, a-t-il pris comme exemple. Un jour cependant, il faudra que le Québec signe cette Constitution dans “ l'honneur et l'enthousiasme ”, a dit Pierre Moreau en reprenant l'expression utilisée par Brian Mulroney il y a près de 30 ans. » (Robert Dutrisac, « Reconnaissance du Québec – L'idéalisme de Couillard battu en brèche », *Le Devoir*, 13 février 2013, <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/368876/l-idealisme-de-couillard-est-battu> [consulté le 11 mars 2013])

⁹² La situation actuelle des Acadiens nous en donne un avant-goût. Le gouvernement provincial (NPD) de la Nouvelle-Écosse veut procéder à une modification de la carte électorale qui retirerait aux Acadiens la surreprésentation dont ils bénéficient (depuis environ un siècle) dans trois circonscriptions. Malgré d'importantes manifestations, le gouvernement (NPD) va de l'avant. La cause est allée devant les tribunaux qui donnèrent raison au gouvernement. (« Circonscriptions provinciales : Carte électorale : la communauté acadienne de la Nouvelle-Écosse réagit. », *Sympatico.ca* (source : Radio-Canada), (sans date), http://actualites.sympatico.ca/nouvelles/national/circonscriptions_provinciales_carte_electorale_la_communaute_acadienne_de_la_nouvelle-ecosse_reagit/c027bf44 [consulté le 5 décembre 2012]).

La marginalisation de notre culture commune, la dissolution des liens sociaux et les incivilités qui en résulteront vont nous rappeler que le réel existe.

Et ça fera mal.

*Et cette douleur sera notre chance et notre espoir*⁹³.

Bernard Émond, 2010

*Condamné par le doute, immobile et craintif / je suis comme mon peuple, indécis et rêveur. / Je parle à qui le veut de mon pays fictif / le cœur plein de vertige et rongé par la peur*⁹⁴.

André Fortin, 2000

*Ce dont nous sentons tous la profonde nostalgie, aux heures de doute comme aux moments d'exaltation, c'est qu'il y ait ici, derrière nous, une histoire de la liberté. Sans reprise de soi par l'histoire, notre engagement n'est qu'une précaire et inquiète intention personnelle ou la quête des occasions : la disponibilité vide d'un liberté sans contenu qui attend chaque jour le journal du matin pour définir ses indignations*⁹⁵.

Fernand Dumont, 1959

*Réfléchir est dangereux vis-à-vis de ce que j'appellerais l'anesthésie mentale généralisée. Parce que la réflexion favorise une plus grande conscience, un éveil [...]. Cette conscience éveillée, enracinée sur les bases de vérité, de beauté et de liberté, a des conséquences sur la société, sur le domaine politique. Quand on cherche, en art, l'harmonie et l'équilibre, cela est inspirant pour le politique*⁹⁶.

Gilles Tremblay, 2009

*Saisir une fois pour toutes qu'épouser la résistance / c'est vivre le vrai début de notre appartenance. [...] / Renoncer c'est être libre de disparaître sans plus attendre / chacun pour soi dans le confort et l'indifférence*⁹⁷.

Loco Locass, 2012

Si on choisit collectivement d'abandonner, y'a un prix à payer pour ça. Si on choisit de s'écraser, si on choisit de s'allonger, le monde y vont s'essuyer les pieds su' nous autres. Les peuples qui meurent, ça meure longtemps. Pis c'est douloureux pis ça fait mal. Faque si vous décidez d'abandonner, ça va être

⁹³ Bernard Émond, « Le réel », *Il y a trop d'images*, Lux Éditeur, Montréal, 2011 [2010], p. 107.

⁹⁴ André Fortin, *Comète* (paroles de chanson), 2000.

⁹⁵ Fernand Dumont, *La vigile du Québec*, Bibliothèque québécoise, Montréal, 2001 [1959], p. 55.

⁹⁶ Citation tirée de Daniel Turp, « Gilles Tremblay et le devenir musical du Québec : un homme d'idées, de convictions et de projet », *op.cit.*, p. 83. Citation originale dans Réjean Beaucage, « Le rôle de l'artiste dans la société. Entretien avec Gilles Tremblay », *Cahiers Montréal/Nouvelles Musiques*, Montréal, 2009, p. 11.

⁹⁷ Loco Locass, « Tous les jours » (paroles de chanson), album *Le Québec est mort, vive le Québec!*, 2012.

*ben long pis ben tough. Vous avez besoin d'être tough*⁹⁸.

Pierre Falardeau, 2008

Qu'il me suffise de souligner, une fois de plus, qu'un peuple aussi petit et vulnérable que le nôtre ne peut risquer ses énergies indéfiniment et sans dommages graves dans des combats ambigus. Une génération entière a déjà été sacrifiée au mouvement qui conduisit péniblement aux brèves heures d'euphorie collective de novembre 1976. Depuis lors, l'enthousiasme et la foi sont tombés à plat, tandis que la nouvelle génération est condamnée à observer et à subir dans la morosité les débats répétitifs de l'impuissance et du crétinisme politiques.

*Alors que notre avenir est plus incertain que jamais, nos élites s'entre-déchirent dans les nuées d'une casuistique irréaliste. La mascarade triomphante danse, inconsciente et cynique, sur l'agonie d'une liberté qui venait à peine d'apprendre à respirer*⁹⁹.

Pierre Vallières, 1979

*Ce que nous proclamons ici, c'est que cette horreur constitutionnelle, fabriquée sans nous, contre nous, dans notre dos, c'est celle des autres, pour un pays qui est plus que jamais le pays des autres, dans lequel on n'aurait plus d'autre place que de plus en plus réduite, de plus en plus dépendante, la place d'une colonie mieux ligotée que jamais. Cette place nous la refusons, et nous la refuserons toujours. [...] Aujourd'hui, au plus creux de notre histoire de colonisés, c'est le commencement de la fin de cette préhistoire. Aujourd'hui, en même temps, c'est le premier chapitre de notre véritable histoire nationale qui commence. C'est pas un parti, c'est un peuple qui doit ce mettre en marche. Aujourd'hui, en même temps, c'est le premier chapitre de notre véritable histoire nationale qui commence. C'est pas un parti, c'est un peuple qui doit ce mettre en marche*¹⁰⁰.

René Lévesque, 1982.

*Qu'on se souvienne que depuis 200 ans, toutes les grandes libertés qui ont été gagnées au Canada, elles l'ont été grâce aux batailles des francophones du Canada et contre les États-Unis, contre l'Angleterre et contre le Canada-Anglais. La paix sociale, nous l'avons la paix sociale et dieu merci nous pouvions enfin faire autre chose. Et vous le savez aussi bien que moi depuis dix ans que nous avons la paix sociale, les francophones du Québec, au lieu de descendre dans la rue, puis de monter sur la croix du Mont-Royal, puis se battre pour une affiche en français ici, puis un mot de français ailleurs, eh bien ils faisaient autre chose. Et nous avons réussi des choses étonnantes depuis dix ans parce que nous avons le temps de faire autre chose. Maintenant, la bataille recommence*¹⁰¹.

⁹⁸ Pierre Falardeau s'exprimant en entrevue à l'émission *Tout le monde en parle*, octobre 2008. « Pierre Falardeau à TLMP (Partie 1) », *YouTube*, vidéo mis en ligne le 1^{er} novembre 2008, <http://www.youtube.com/watch?v=4Z8tyaoLN08> [consulté le 2 janvier 2013].

⁹⁹ Pierre Vallières, *Nègres blancs d'Amérique*, *op.cit.*, p. 39. Citation tirée de la préface (version de 1979).

¹⁰⁰ René Lévesque, Discours public prononcé le 17 avril 1982 au moment du Rapatriement.

¹⁰¹ Pierre Bourgault s'exprimant à l'émission « Plaisir », Radio-Canada, ca 1989, extrait retransmis pour l'émission « C'était Bourgault », *Radio-Canada*, 12 juin 2013, http://www.radio-canada.ca/emissions/c_etait_bourgault/2012-2013/archives.asp?date=2013-06-12#Audiofil [consulté le 18 juin, 2013]). Bourgault était chroniqueur régulier à cette émission. Il fut congédié par Radio-Canada quelques mois après cette déclaration.

Pierre Bourgault, ca 1989

Chus mauditement tanné. C'est parce que rien, rien n'a été réglé pour de bon que la réalité se reproduit identique dans ses effets circulaires dans le temps. Nous souffrons de perroquettisme historique. Nous sommes dans le cercle du perroquet. Nous sommes tous des perroquets historiques et en ce moment je suis un oiseau de cet acabit. Je perroquette à mon tour sans rien changer. Ça m'écœure et je me dégueule. Chus tanné¹⁰² !

Gaston Miron, 1987

Malgré tant d'infortune, mon cœur entretient encore du courage et des espérances pour l'avenir, mes amis et mes enfants verront de meilleurs jours, ils seront libres. [...] Quant à vous, mes compatriotes, mon exécution et celle de mes compagnons d'échafaud vous seront utiles. Puissent-elles vous démontrer ce que vous devez attendre du gouvernement anglais ! ... Je n'ai plus que quelques heures à vivre, et j'ai voulu partager ce temps précieux entre mes devoirs religieux et ceux dus à mes compatriotes. Pour eux je meurs sur le gibet [...], et pour eux je meurs en m'écriant : Vive la liberté, vive l'indépendance¹⁰³ !

François-Marie-Thomas Chevalier de Lorimier, 1839

Borduas culbute la tradition et nous imprime une direction nouvelle. La réflexion nationale peut trouver en lui des thèmes de pensée qu'elle n'épuisera jamais. [...] Il est même possible que son impulsion libératrice se propage dans notre histoire et y précipite des conflits dont il est difficile de prévoir l'envergure. Car ce n'est pas en vain que l'on convie un peuple jusque là conservateur à exercer sa liberté, un peuple qui se souvient à ne plus se souvenir, une classe consciente mais hésitante à se répandre dans l'inconnu¹⁰⁴.

Pierre Vadeboncœur, 1962

D'ici là, sans repos ni halte, en communauté de sentiment avec les assoiffés d'un mieux être, sans crainte des longues échéances, dans l'encouragement ou la persécution, nous poursuivrons dans la joie notre sauvage besoin de libération¹⁰⁵.

Paul-Émile Borduas, 1948

¹⁰² Gaston Miron, « Chus tanné », *Gaston Miron : un long chemin*, Montréal, L'Hexagone, 2004 [1987], p. 443.

¹⁰³ François-Marie-Thomas Chevalier de Lorimier, Testament politique, février 1839.

¹⁰⁴ Pierre Vadeboncœur, « La ligne du risque », *La ligne du risque, op.cit.*, p. 187 et 190.

¹⁰⁵ Paul-Émile Borduas, « Refus Global », *Écrits I, op.cit.*, 1987 [1948], p. 349.